

Université d'Antananarivo
Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie
(Domaine des sciences de la société)
Département Economie
(Mention Economie)
Niveau d'Etude : Master 1

Mémoire du fin d'étude pour l'obtention du diplôme de
Maitrise es-science économique

Option : MACROECONOMIE-MODELISATION

LA CONTRIBUTION MACROECONOMIQUE DE LA CREATION D'ENTREPRISE A MADAGASCAR

Par : RANDRIANARIVO Mahaitia

Encadreur : Monsieur SALAVA Julien, (Maître de conférences)

Promotion FANDRESENA

Date de dépôt : 10 janvier 2017

Année Universitaire : 2015 - 2016

REMERCIEMENTS

« *Ny fahasoavan'Andriamanitra no nahatoy izao ahy* ». C'est à travers cette versée de la Bible que j'exprime mes gratitude envers le Dieu tout puissant de m'avoir fait part de ses grâces et m'a guidé jusqu'à ce stade.

J'adresse également mes reconnaissances à tous les personnes de près ou de loin qui ont contribués à la réalisation de ce travail de recherche. Mes remerciements vont particulièrement à :

- Monsieur le Doyen de la Faculté de Droit, d'économie, de Gestion et de Sociologie de l'Université d'Antananarivo pour son acceptation de notre inscription dans cette faculté.
- Docteur RAMAROMANANA Fanomezantsoa, Chef de la mention ECONOMIE, de nous avoir permis la soutenance de ce mémoire au sein de son département.
- Docteur LAZAMANANA André, le responsable d'année de la promotion FANDRESENA.
- Docteur SALAVA Julien, mon encadreur pédagogique, pour ses profitables conseils, ses encouragements et ses dévouements malgré ses multitudes responsabilités.
- Ma chère épouse et mon enfant de m'avoir donnée la motivation d'aller jusqu'au bout.
- Toutes les membres de ma familles, particulièrement mes parents de me donner la chance de continuer et finir mes études à l'Université d'Ankatso.
- Mes amis et mes collègues.
- Tous les enseignants de la filière Economie, qui nous ont forgés depuis la première année.

Je vous en suis vraiment reconnaissant. Merci !

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Chapitre I : L'ENTREPRENARIAT

Section 1 : NOTIONS ET CONCEPTS SUR L'ENTREPRENARIAT

- I- Définitions et concepts
- II- Les activités de l'entreprise
- III- le financement de l'entreprise
- IV- La création d'entreprise : une idée, un projet, une réalisation

Section 2 : LE CLIMAT DES AFFAIRES : UN DETERMINANT QUI JOUE GRAND DANS LA

CREATION DES ENTREPRISES :

- I- Généralités sur le climat des affaires
- II- Le climat des affaires à Madagascar

Chapitre 2 : L'ENTREPREUNARIAT ET LA CROISSANCE

Section 1 : LES THEORIES DE LA CROISSANCE ENTREPRENARIALE :

- I. L' « entrepreneur innovateur » de Joseph SCHUMPETER
- II. L' « entrepreneur arbitragiste » d'Israël KIRZNER
- III. Le modèle de croissance de Solow
- IV. La théorie de la croissance régionale (Fritsch)

Section 2 : IMPORTANCE DE L'ENTREPRENARIAT A LA REALISATION DE LA

CROISSANCE :

- I- Création d'emploi et réduction du chômage
- II- Croissance, productivité et innovation
- III- Lutte contre la pauvreté et opportunités sociales

Chapitre 3 : LES FACTEURS MACROECONOMIQUES DE LA CREATION D'ENTREPRISE

Section 1 : Etat des lieux de la création d'entreprise à Madagascar : 2002-2015

- I- La création d'entreprise
- II- L'évolution de la croissance économique
- III- Les flux d'investissements
- IV- L'évolution du climat des affaires
- V- Le taux d'inflation

Section 2 : Démonstration et validation des hypothèses

- A- Les déterminants de la création d'entreprise
- B- Les impacts macroéconomiques de la création d'entreprise

CONCLUSION

LISTE DES TABLEAUX

<u>Tableau 1</u> : Tableau de classification des biens	13
<u>Tableau 2</u> : Les indicateurs Doing Business	23
<u>Tableau 3</u> : extrait des classements des pays suivant l'indice du « ease of doing business » 2015-2016	24
<u>Tableau 4</u> : Les taux de croissance dans le modèle de Solow	32
<u>Tableau 5</u> : Etablissement formel crée de 2010-2015	41
<u>Tableau 6</u> : Les indicateurs de croissance 2010-2015	42
<u>Tableau 7</u> : Indice doing Business 2010 – 2015	45
<u>Tableau 8</u> : opinion des entreprises sur le climat des affaires en 2013	47
<u>Tableau 9</u> : Tableau de corrélation des variables du modèle 2	55

LISTE DES GRAPHES

<u>Graphe 1</u> : Le cycle économique selon Schumpeter	30
<u>Graphe 2</u> : Taux de croissance 2010-2015	41
<u>Graphe 3</u> : Taux de croissance par secteur 2001-2015	43
<u>Graphe 4</u> : Le flux d'investissement de 2006-2014	44
<u>Graphe 5</u> : Les scores doing business 2016	45
<u>Graphe 6</u> : Taux d'inflation 2010-2015	47

LISTE DES ACRONYMES

AGOA	<i>African Growth and Opportunity Act</i>
CA	<i>Chiffre d’Affaire</i>
CI	<i>Charges Intermédiaires</i>
CI	<i>Climat d’Investissement</i>
CNUCED	<i>Conférence des Nations Unies sur le Commerce et Le Développement</i>
CoMESA	<i>Common Market for Eastern and Southern Africa</i>
EDBM	<i>Economic Development Board of Madagascar</i>
GUIDE	<i>Guichet Unique pour les Investissements et le Développement des Entreprises</i>
IDE	<i>Investissement Direct Etranger</i>
IMF	<i>Institutions de Micro Finance</i>
IPF	<i>Investissement de Portefeuille</i>
ME	<i>Moyenne Entreprise</i>
OCDE	<i>Organisation de Coopération et de Développement Economique</i>
OIF	<i>Organisation Internationale de la Francophonie</i>
ONG	<i>Organisation Non Gouvernementale</i>
PE	<i>Petite Entreprise</i>
PED	<i>Pays En Développement</i>
PIB	<i>Produit Intérieur Brut</i>
PME	<i>Petite et Moyenne Entreprise</i>
R&D	<i>Recherche et Développement</i>
TPE	<i>Très Petite Entreprise</i>
UNESCO	<i>United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization</i>
VA	<i>Valeur Ajoutée</i>
VIH	<i>Virus de l’Immunodéficience Humaine</i>

INTRODUCTION

Madagascar est un pays riche. On entend très souvent cette expression dans des films documentaires, des revues économiques, des reportages scientifiques et d'autres documents concernant le pays. Les étrangers l'affirment facilement. Mais malheureusement, un Madagascar Riche n'est même pas imaginable pour les malagasy qui y demeurent. La réalité dans le pays ne reflète point cette vision perçue par les observateurs. Une pauvreté extrême, de l'enchaînement de crises sociopolitiques, un taux de chômage croissant... Tous les faits tendent à restituer ce dire.

Il est évident pour les tiers de comparaître que Madagascar est un pays riche parce que l'île résorbe des ressources incommensurables. Doté d'un capital humain remarquable, Madagascar bénéficie d'une main-d'œuvre prospère. Grâce à sa croissance démographique, des jeunes qualifiés qui entrent dans le marché de travail sont abondants. Le pays dispose, en outre, un capital physique consolidé par les investissements réalisés jusqu'à présent par les nombreux bailleurs de fonds qui coopèrent avec la région. La capitale regroupe un bon nombre de pôles industriels. Les infrastructures telles que l'Aéroport d'Ivato et le port de Toamasina favorisent ainsi les trafics de marchandises avec l'extérieur. Des gisements de réserves pétroliers sont détectés depuis ces dernières années. Ces faits intéressent du coup les investisseurs.

Mais ces ressources restent encore sous-exploitées. La grande île bénéficie toutefois d'un climat des affaires plus ou moins abordables. Le problème n'est donc pas les ressources ni les opportunités mais plutôt la mobilisation.

La solution pour la mobilisation est l'entrepreneur et la création d'entreprise. Kirzner, dans son ouvrage (*Competition and Entrepreneurship*, 1973) a avancé qu'« *Un entrepreneur est avant tout celui qui perçoit une opportunité de profit, autrement dit, un échange mutuellement avantageux non encore exploité par les agents sur le marché.* »¹. La création d'entreprise par les entrepreneurs favorise la mobilisation des ressources menant ensuite au développement locale et voire nationale. Il existe donc un lien de causalité entre croissance et création d'entreprise.

¹ Israël Kirzner, 1973, *Competition and entrepreneurship*.

Le présent document, intitulé : LA CONTRIBUTION MACROECONOMIQUE DE LA CREATION D'ENTREPRISE A MADAGASCAR, se porte sur l'analyse des déterminants de la création d'entreprise et ses impacts macroéconomiques. A l'évidence, la création d'entreprise, qui est également un œuvre de mobilisation des ressources et externalisation d'innovation est une des stratégies inéluctable quand il s'agit du développement. En outre, celle-là commence d'abord par les initiatives des entrepreneurs. Plusieurs facteurs déterminent le succès social et macroéconomique de la création d'entreprise. Ces constats nous suscitent à présenter la problématique suivante : **Dans quelles mesures les initiatives de création d'entreprises contribuent-elles à la croissance économique d'un pays ?**

L'objectif général de ce mémoire est de *dégager les facteurs macroéconomiques optimaux qui traduisent les efforts entrepreneuriaux des créateurs d'entreprises en des apports pour le développement économique d'un pays*. Toutefois, les hypothèses suivantes sont considérées dans le cadre d'analyse de ce sujet :

- Les investissements effectués au cours de l'année antérieure engendrent des nouvelles activités et opportunités qui feront effet à partir de l'année qui la suit. Ces effets favorisent les activités en amont et en aval et prolifèrent la création de nouvelles entreprises dans les domaines.
- L'implantation d'un nouveau établissement dans une région contribue à une création d'emploi et que le nombre d'emplois détruits par les innovations qu'apporte cette entreprise est inférieur à ceux créés.
- Le progrès technique de l'économie considérée dans les analyses est évalué par la consommation de produits pétrolier de celle-là.

Pour démontrer et valider les hypothèses citées ci-dessous, les études du thème se fait travers un essai de modélisation économétrique du fait observée. Deux modèles sont constitués, l'un explique les déterminants de la création d'entreprise et l'autre se porte sur l'analyse de la croissance liée à l'entreprenariat. On utilise des données issues de divers sources de données tels : la Banque mondiale, L'Institut National de Statistique, l'EDBM, ...

La présente recherche est subdivisée en deux parties : théorique et empirique. La partie théorique renferme les diverse notions et concepts d'une part et les théories

sur l'entrepreneuriat d'autre part. Ensuite, la deuxième partie comporte 2 chapitres, l'une comporte l'état de lieu de l'entrepreneuriat de Madagascar et l'autre expose les études économétriques des données.

Partie I :
*APPROCHE THÉORIQUE SUR
L'ENTREPRENARIAT ET LA
CROISSANCE*

Chapitre I : L'ENTREPRENARIAT

Le lien direct entre les entreprises et l'économie semble être un sujet facile. Mais en analysant de plus près, l'entreprise, au cours de son processus de production, embrasse beaucoup de domaine tant économique que sociale. Ces domaines représentent l'entrave entre ces deux termes et leurs compréhensions sont nécessaires.

Section 1 : NOTIONS ET CONCEPTS SUR L'ENTREPRENARIAT

I- DÉFINITIONS ET CONCEPTS

Dans le monde des affaires qu'économique, on entend toujours parler d'« entreprise ». C'est un concept ordinaire. Spontanément, l'entreprise est le « business » des capitalistes ; le faiseur d'argent des riches ; lieu de travail des autres et source de revenus pour certains. Mais d'une manière moins vague, la science du management aborde plusieurs approches de définitions de celle-là.

Toutefois, la maîtrise d'autres concepts tels que l'entrepreneuriat, l'entrepreneur, ainsi que d'autres expressions relatives au domaine sera nécessaire pour faciliter la compréhension des activités, des divergences, et les rôles économiques de l'entreprise.

1.1- L'entreprise

Beaucoup d'auteurs proposent une définition de l'entreprise. Parmi ces nombreuses définitions, citons celle de Pareto : « *L'entreprise est l'organisation qui réunit les éléments de la production et qui les dispose de façon à l'accomplir. (...) L'entreprise peut revêtir différentes formes, elle peut être confiées à des particuliers, ou être exercée par l'Etat, les communes, etc. Mais cela ne change rien à sa nature. On peut se faire à une représentation matérielle de l'entreprise, en considérant un récipient où vienne aboutir de nombreux canaux, qui représentent les éléments de la production et d'où sort un courant unique qui représente le produit* »²². Pareto définit l'entreprise comme une manière d'organisation des moyens de productions dans un

²² Pareto, 1909, *Manuel d'économie politique*

but de produire des biens ou services. Mais à travers ses activités, une entreprise vise avant tout à réaliser un profit, c'est la principale destinée d'une entreprise. Ce caractère différencie les entreprises des associations et d'autres organisations qui combinent des facteurs de productions en vue de produire. Certes ces organisations participent à la production des biens et services mais ne le font pas dans le but de réaliser un bénéfice. Dans ce cas, on parle d'association ou d'ONG.

Une définition plus simplifiée décrit que : « *L'entreprise est une unité économique et juridique qui a pour principale fonction la production de biens et services destinés à être vendus sur un marché. L'activité d'une entreprise peut être décomposée en deux phases distinctes :*

- ***L'activité productive, c'est à dire la création de biens ou services.***
- ***L'activité de répartition des richesses en contrepartie des biens ou services. »³***

Cette définition illustre d'une manière simplifiée les rôles d'une entreprise dans le système économique, ses participations dans les processus de consommation et de productions et de création de richesse. En effet, l'entreprise constitue un agrégat de l'économie. C'est celui qui assure la production des biens et services en circulation dans une économie. Tandis que les agriculteurs et les artisans produisent une partie des biens matériels sur le marché, une part importante de la production des biens et services provient des entreprises

En outre, l'entreprise rassemble tous les acteurs du capitalisme. « *Le système capitaliste encourage l'investissement privé et les entreprises, contrairement à une économie étroitement contrôlée par un gouvernement. Les investisseurs de ces entreprises privées (les actionnaires) détiennent également une part de l'entreprise. Ils sont parfois appelés capitalistes. Au sein d'un tel système, les individus et les entreprises ont le droit de posséder et de faire fructifier leurs richesses, et peuvent librement acheter et vendre de la main d'œuvre, moyennant salaire* ». ⁴ En effet, l'entreprise est la manifestation du capitalisme. L'entrepreneuriat favorise la mobilisation des ressources que le capitalisme prône dans ses doctrines. C'est le champ d'exercice des flux de capitaux : investissements, IDE, Capital, Action, IPF, ...

De ces différents, diverses approches de l'entreprise ont suscité les réflexions de plusieurs auteurs.

³ Diaouné, 2016, *L'entreprise : Définition, finalités et classification*.

⁴ Marc Touati, Café de la bourse, avril 2015

a) Les différentes approches de l'entreprise :

Depuis l'origine de la science du management, plusieurs approches sur l'entreprise se sont évoluées suivant les courants de pensées.

- Quelques auteurs du courant classiques, dont, Max WEBER, Henri FAYOL, Frederick TAYLOR, qui étaient en même temps les chefs de leurs entreprises ont tous avancés les hypothèses suivantes :
 - L'amélioration de la productivité passe par l'amélioration des rendements de l'ouvrier au travail.
 - La personne la plus apte à réaliser la tâche est alors désignée puis formée, un système de rémunération variable selon les quantités produites est établi
 - Le travail et la responsabilité sont nettement séparés; l'ouvrier n'est qu'un exécutant ;

Cette approche illustre une vision mécaniste qui fait abstraction des facteurs humains. Les ouvriers sont réduits à leurs fonctions dans l'organisation de la production. L'entreprise fonctionne selon des règles préétablies. Les entreprises contribuent alors à la mobilisation des ressources humaines.⁵

- Une approche néo-classique, aborde une vision tirée des expériences vécues par les entreprises. Les auteurs de cette école tel que Peter DRUCKER et Alfred SLOAN explique une indépendance des sciences relatives à l'entreprise. On a considéré que l'entreprise est le moteur de toute richesse, et pour le maximiser, ces auteurs prennent en considération les qualifications de l'homme dans l'organisation de la production. Mais néanmoins, ils affirment l'influence des conditions du marché sur le comportement d'un individu dans l'organisation. Ici, l'entreprise est avancée comme une machine de création de richesse de l'économie.⁶
- Une nouvelle approche, dont l'approche évolutionniste fût abordé par S. Winter et R. Nelson qualifient l'entreprise comme un« système de compétences». A part maximiser son profit, une entreprise doit veiller à suivre à son évolution selon la théorie de Darwin. De ce fait, L'entreprise est considérée comme un ensemble dynamique de compétences ; Les atouts d'une firme se résument alors par ses niveaux techniques et technologiques. Ce capital immatériel contient les facultés d'adaptation et

⁵ Jom Kenal, 2012, *Les différentes approches de l'entreprise*.

⁶ Jom Kenal, 2012, *Les différentes approches de l'entreprise*.

d'apprentissage. Cette approche met en avant la fonction mobilisatrice de technologie et de progrès technique de l'entreprise.⁷

b) Les différents types d'entreprise :

Il existe plusieurs façons de classifier une entreprise. Parmi lesquelles, on cite :

- la classification selon la nature économique ;
- la classification selon la taille ;
- la classification juridique.

b.1- Classification selon la nature économique

Cette classification peut se faire selon trois aspects:

- Classification par secteur.
- Classification par type d'opérations accomplies.
- Classification selon la branche d'activité.

o D'abord la classification par secteur est une classification qui regroupe les entreprises qui exercent les mêmes activités. Selon la classification de Jean FOURASTIE et Colin CLARK⁸, on regroupe 3 secteurs d'activité :

- **Le secteur primaire** qui regroupe toutes les entreprises utilisant à titre principal le facteur naturel.
- **Le secteur secondaire** qui réunit toutes les entreprises ayant comme activité la transformation de matières premières en produits finis.
- **Le secteur tertiaire** qui rassemble toutes les entreprises prestataires de services. Sa composition est très hétérogène car il regroupe tout ce qui n'appartient pas aux deux autres secteurs.

On distingue aussi parfois **un secteur quaternaire**, qui regroupe les entreprises se livrant dans les recherches, le développement et les informations. L'hétérogénéité des activités des entreprises dans le secteur tertiaire est à l'origine de ce secteur quaternaire.

⁷ Jom Kenal, 2012, *Les différentes approches de l'entreprise*.

⁸ Dumontier Jacques, 1965, Généralisation de la loi des trois secteurs. In: *Revue économique*, volume 16, n°6.

- o La classification par type d'opération rassemble les entreprises selon leurs types d'opérations. Les opérations effectuées dans une entreprise peuvent être classées en 5 catégories :
- ✓ **Les opérations agricoles, les entreprises industrielles** : effectuent des opérations de transformation de la matière en produits finis.
- ✓ **Les entreprises commerciales** : réalisent les opérations de distribution des biens et assurent la fonction de grossiste (c'est-à-dire l'achat en grande quantité directement chez le fabricant et la vente en grande quantité au revendeur) ou de semi-grossistes (stade intermédiaire entre le grossiste et le détaillant) ou de détaillants qui vendent directement au consommateur.
- ✓ **Les entreprises de prestations de service** : fournissent deux types de services :
 - service de production vendue à d'autres entreprises : société d'étude, agences de publicité...
 - service de consommation : entreprises rendant des services aux consommateurs (transport, restaurants, locations...)
- ✓ **Les entreprises financières** : réalisent des opérations financières à savoir : la création, la collecte, la transformation et la distribution des ressources monétaires et des ressources d'épargne. Elles sont constituées par les banques.
- o À la différence du secteur, qui rassemble des activités variées, la branche ne regroupe que les entreprises fabriquant, à titre principal, la même catégorie de biens, entreprises de l'industrie pharmaceutique, industrie automobile,... Les entreprises d'une même branche ont pour points communs :
 - **l'usage d'une même technique** ;
 - **l'utilisation des mêmes matières premières** ;
 - **des intérêts communs dans certains domaines** : ce qui leur permet de regrouper certaines de leurs activités et de créer des services communs, notamment de recherche, d'achat ou de vente, filiales communes.

b.2- La classification selon la taille :

Les entreprises ont des tailles différentes. Selon sa dimension, l'entreprise va du simple atelier jusqu'à la grande entreprise.

- o Effectif du personnel employé : selon ce critère, on distingue :
 - **les très petites entreprises (TPE)** qui emploient moins de 5 employés ;

- **les petites entreprises (PE)** qui emploient un effectif compris entre 5 et 10 salariés ;
 - **les moyennes entreprises (ME)** employant un effectif compris entre 10 et 100 salariés (ce nombre peut aller à 500) ;
 - **les grandes entreprises** qui emploient plus de 500 salariés
- o Selon le chiffre d'affaires :

Le chiffre d'affaire permet d'avoir une idée sur le volume des transactions de l'entreprise avec ses clients. L'importance d'une entreprise peut se définir par le volume de ses transactions. Ce critère est important parce qu'il est utilisé pour apprécier l'évolution des entreprises et pour les classer par ordre d'importance selon leur chiffre d'affaires ; le chiffre d'affaire constitue un indicateur et un outil de gestion qui permet de suivre les variations de l'entreprise, ainsi, une baisse du chiffre d'affaires est souvent interprétée comme un indicateur important de la mauvaise santé de l'entreprise ; il est utilisé à des fins comparatives dans la mesure où il permet à l'entreprise de se positionner par rapport aux autres entreprises de la même branche.

b.3- La classification juridique

Cette classification permet la distinction entre :

➤ Les entreprises du secteur public :

On regroupe ici les établissements dont l'Etat y possède une part d'actions en totalité ou partielle. Il existe 2 types :

- **Les entreprises publiques** : ce sont des entreprises qui appartiennent en totalité à l'Etat ; ce dernier détient l'intégralité du capital, le pouvoir de gestion et de décision.
- **Les entreprises semi-publiques** : ce sont des entreprises contrôlées par les pouvoirs publics : choix des investissements, niveau des prix, politique de l'emploi...etc., mais où des personnes privées participent au financement et/ou à la gestion.

➤ Les entreprises privées :

Cette catégorie rassemble les établissements à nature entrepreneuriale qui appartiennent à un individu ou un groupe d'individu moral et physique. On distingue :

- *L'entreprise individuelle* : qui appartient en totalité à une seule personne qui assure la gestion et la direction.

- *La société* : qui est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre en commun leurs biens ou leur travail ou les deux à la fois en vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter.
- *La coopérative* : réunissant des personnes qui désirent mettre en commun leurs économies ainsi que leurs compétences pour l'autosatisfaction des besoins spécifiques (logement, consommation).

1.2- L'entrepreneur

Dans la réalité, la notion entrepreneur est souvent confondue avec des divers concepts voisins, tels : le businessman, les actionnaires, chef d'entreprise, directeur, le patron, ... Mais d'une optique plus profonde, le concept entrepreneur a un sens bien différents de ceux cités précédemment.

Le mot entrepreneur vient du verbe latin *in prehendo-endi-ensum* qui signifie découvrir, voir, percevoir, se rendre compte de, saisir. L'utilisation de cette définition permet d'organiser les différentes théories de l'entrepreneur, la théorie schumpétérienne en particulier⁹, autour du principe d'identification du profit.

« Un entrepreneur est avant tout celui qui perçoit une opportunité de profit, autrement dit un échange mutuellement avantageux non encore exploité par les agents sur le marché. »¹⁰ Ainsi, l'entrepreneur est avant tout motivé par l'idée de dégager un profit dans l'activité qu'il entreprend. Par contre, la détermination de cette activité – celui de l'entrepreneur – vient d'une idée, or tout le monde peut avoir une idée, mais « *L'entrepreneur est essentiellement celui qui agit. Toute personne agissant en vue de modifier le présent et d'atteindre ses objectifs dans le futur est un entrepreneur* ». ¹¹ Cette définition met en relief l'essence d'un entrepreneur, encore soutenu par une définition de JB Say : "*L'entrepreneur déplace les ressources économiques de niveaux inférieurs, pour une productivité et un rendement plus élevé.*"¹²

Bref, l'entrepreneur est l'homme qui traduit une idée en projet afin de la réaliser. Il conçoit le projet et assure son mise en œuvre. L'innovation est la qualité

⁹ Joseph SCHUMPETER, 1934, *Théorie de l'évolution économique*.

¹⁰ Kirzner Ismael, 1973, *Competition and entrepreneurship*

¹¹ Jesus HUERTA, 2000, Soto, p. 34

¹² Jean-Baptiste SAY, 1800, *Olbie, un essai sur le moyen de reformer les mœurs d'une nation*, Institut Coppet

essentielle de l'entrepreneur. Il doit agir en fonction de la demande des environnements économiques et il interprète les informations collectées et les traduit afin d'en donner un sens commercial (création d'un bien économique). L'entrepreneur doit être créatif, et avoir un sens prononcé de mener des hommes. Ces qualités favorisent les émergences de nouveaux produits et services, voire une innovation.

1.3- L'entrepreneuriat :

Les trois grands courants de pensée de la théorie de l'entrepreneuriat sont ceux :

- de Joseph SCHUMPETER¹³ qui définit l'entrepreneuriat comme la capacité à introduire des innovations dans son ouvrage « **théorie de l'évolution économique** » du 1912 ;
- de William BAUMOL¹⁴ qui avance dans "Entrepreneurship in Economic Theory" de 1968, que l'entrepreneuriat productif est favorisé par les incitations pour les entrepreneurs de se consacrer à l'innovation productive ;
- et d'Israël KIRZNER¹⁵ qui admet dans "**Competition and Entrepreneurship**" que la découverte d'une opportunité correspond à l'élément central de l'entrepreneuriat.

En synthétisant ces diverses approches, «*L'entrepreneuriat, c'est l'action humaine, soutenue par le milieu environnant, générant de la valeur sur le marché par la création ou le développement d'une activité économique, évoluant avec cette valeur pour finalement affecter l'économie, et ce, dans le but de mieux répondre aux besoins individuels et collectifs d'un territoire*»¹⁶. L'entrepreneuriat est le métier de l'entrepreneur. C'est l'action de créer de la richesse et/ou de l'emploi par le biais d'une entreprise. En effet, il a pour but d'introduire de nouveaux biens et services ; de nouvelles structures d'organisation ; de nouveaux marchés, et matériaux par des moyens qui n'existaient pas auparavant. L'action d'entreprendre entraîne donc la création de valeurs nouvelles sur les marchés territoriaux ou extérieurs, telles que de nouvelles structures de production et la création de nouveaux biens. C'est un

¹³ Schumpeter, 1912, *Théorie de l'évolution économique*.

¹⁴ BAUMOL, 1968, *Entrepreneurship in economic theory*.

¹⁵ Kirzner Ismael, 1973, *Competition and entrepreneurship*.

¹⁶ P.-A. Julien et L. Cadieux, 2010, *La mesure de l'entrepreneuriat, Rapport d'étude, Institut de la Statistique du Québec*.

instrument clé permettant d'améliorer la compétitivité entre les nations, de favoriser la croissance économique et d'accroître les possibilités d'emploi.

II- LES ACTIVITES DE L'ENTREPRISE :

Les fonctions économiques de l'entreprise sont principalement :

- la création de richesse à travers la production de biens et de services
- la répartition de ces richesses à travers le partage de la valeur ajoutée
- l'innovation.¹⁷

1- La création de richesse :

L'entreprise produit des biens et des services marchands, et les vend sur le marché à un prix calculé pour couvrir leur coût de production.

Tous les biens produits sont marchands. En revanche, les économistes considèrent qu'un producteur rend des services non marchands lorsqu'il les fournit gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs. Ce service est marchand si on ne peut l'obtenir qu'en

Il existe une classification des types de bien, dépendant de l'exclusion et de la rivalité de ce produit. En effet, Il existe 4 types de biens :

Tableau 1 : Tableau de classification des biens

	Exclusivité	Non-exclusivité
Rivalité	Bien privé	Bien public impur ou Bien commun
Non-rivalité	Bien club ou Bien à péage	Bien public pur ou Bien collectif pur

Source : Paul A. Samuelson (1954). "The Pure Theory of Public Expenditure »

Les échanges de ces biens se font généralement sur le marché. En outre, le bien collectif pur n'a pas un prix direct à la charge des consommateurs, sa production est souvent assurée par les institutions étatiques et son coût est déduit des prélèvements fiscaux des agents économiques.

¹⁷ Chantal Bussenault et Martine Pretet, 2006, *Economie et gestion de l'entreprise*, Edition VUIBERT.

De ce rôle de producteur, les entreprises prennent une place considérable dans le circuit économique.

2- La répartition de richesse :

La répartition de richesse se fait à travers le partage de valeur ajoutée. La valeur ajoutée (VA) est la valeur réellement produite par l'Entreprise. C'est le reste de la production vendue par l'entreprise, ou le chiffre d'affaire (CA), soustrait des consommations intermédiaires (CI) employés pendant les processus de production de l'entreprise.

$$VA = CA - CI$$

La valeur ajoutée ne doit pas être confondue avec le bénéfice ou le profit. En effet, le bénéfice c'est la valeur restant pour l'entreprise une fois que toutes les dépenses engagées pour produire ont été déduites alors que dans le calcul de la valeur ajoutée les seules dépenses déduites sont celles qui concernent les achats de biens et services transformés pendant la production. Ainsi, par exemple la rémunération du travail n'est pas déduite du CA pour calculer la VA. C'est d'ailleurs avec la valeur ajoutée que seront payés les salaires et les charges salariales, et toutes les autres dépenses de fonctionnement.

Ces opérations décrivent la circulation de la valeur ajoutée créée par les producteurs et repartis entre les différents agents qui ont contribué à l'activité productive. En effet, les entreprises ne se limitent pas seulement à leurs rôles de producteur mais aussi, elles contribuent énormément à la répartition des revenus vers les ménages et les autres institutions telles les administrations au biais des impôts.

Bref, la valeur ajoutée fait l'objet de partage successifs : elle sert à payer directement les dépenses liées à l'activité productive de l'entreprise : la rémunération du travail ; les impôts ; ensuite elle constitue une partie du revenu de l'établissement et constitue l'excédent brut d'exploitation.

3- L'innovation :

Joseph SCHUMPETER a avancé que les entrepreneurs sont ceux à l'origine de l'innovation¹⁸. Selon lui, l'économie « au repos » est un ensemble de marchés interdépendants simultanément en équilibre grâce au mécanisme des prix. Les agents sont spontanément rationnels et adoptent les comportements requis par expérience, même s'ils n'en comprennent pas les raisons exactes. L'économie ainsi décrite est nécessairement stationnaire, la dynamique, c'est à dire la croissance ne peut venir dans ces conditions que du comportement d'agents particuliers, les entrepreneurs qui sont à l'origine des innovations.

L'entrepreneur est celui qui introduit le changement en ne se conformant pas aux routines. Il est nécessairement un aventurier puisqu'il ne se conforme pas aux comportements établis et agit dans l'incertain. Son domaine est l'innovation.

L'innovation peut se présenter sous plusieurs formes :

- innovations de produits
- innovations de procédés
- innovations organisationnelles
- innovations de marchés...

L'innovation est un pari offrant l'espoir d'un succès, qui est le profit ; mais faisant aussi courir le risque d'un échec total : la perte.

Ce sont ces hommes qui révolutionnent sans cesse les processus de production, créent de nouveaux produits et menacent les situations acquises. Le capitalisme, de ce fait, crée une dynamique qui est à l'origine de la croissance économique.

L'innovation qui consiste à passer de l'invention à la réalisation est le propre de l'entrepreneur. Il a donc un rôle dynamique et révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il consacre son énergie et risque son argent pour produire et vendre autre chose ou autrement, comparé à ce que font les entreprises en place. C'est le processus de "la concurrence destructrice", ¹⁹ de Schumpeter, qui est autant un processus générateur de gaspillage.

¹⁸ Joseph SCHUMPETER, 1934, *Théorie de l'évolution économique*.

¹⁹ Joseph SCHUMPETER, 1934, *Théorie de l'évolution économique*.

En effet, ni le plein-emploi ni la production maximum (à court terme) ne sont garantis. Mais cette concurrence destructrice est aussi une « destruction créatrice qui révolutionne incessamment de l'intérieur la structure économique, en détruisant continuellement ses éléments vieillis et en créant continuellement des éléments neufs ».²⁰

Les règles du système capitaliste vont sélectionner des individus dotés des propriétés requises : la propriété privée, la possibilité de protéger l'innovation par des brevets ou parfois par des pratiques monopolistiques à l'origine d'une rente de monopole, ménageant la possibilité de succès éclatants. Ceux qui ne réussissent pas à s'adapter sont généralement éliminés. Sélection et stimulation attirent des parieurs qui assureront l'innovation.

Bien évidemment, Schumpeter distingue à côté de ce petit nombre d'individus qui sont les "vrais entrepreneurs" tous ceux qui constituent le plus grand nombre et dirigent des entreprises de manière routinière. L'innovation finit toujours d'ailleurs par céder la place à la routine, planifiée et organisée, prise en charge par des salariés spécialisés : les managers.

III- LE FINANCEMENT DE L'ENTREPRISE :

Lors de sa création, puis au cours de son développement, l'entreprise au moment opportun, doit détenir les ressources financières nécessaires pour faire face à ses engagements, et utiliser au mieux les moyens dont elle dispose. Pour exercer son activité, l'entreprise doit d'abord engager des dépenses avant de percevoir des recettes: réalisation des investissements matériels (terrains, installations, constructions) ; achats des matières et fournitures, prévoir la rémunération de la main d'œuvre. C'est en raison de l'importance de ces investissements que la création d'entreprise est spontanément considérée comme un vice du développement local.

Il est essentiel de comprendre les principes de financement de l'entreprise afin d'avoir une aperçu des rouages entre la création d'entreprise et le développement.

Cette partie se subdivise donc en deux parties :

²⁰ Joseph SCHUMPETER, 1934, *Théorie de l'évolution économique*.

- Le financement du cycle d'investissement: c'est le financement des ressources de l'entreprise.
- Le financement du cycle d'exploitation : qui concerne les processus de production.

1- Moyens de financements du cycle d'investissement :

L'entreprise peut financer ses investissements par ses propres ressources (fonds propres) ou par des ressources extérieures (ressources étrangères).

1.1- Le financement par fond propre :

Il existe trois moyens de financement de fonds propres :

- **L'autofinancement :**

L'autofinancement est le financement des investissements par les moyens propres de l'entreprise, c'est la ressource qui provient de l'activité de l'entreprise et conservée par elle. L'autofinancement a pour avantage d'assurer l'indépendance de l'entreprise.

C'est la forme préférée de financement des entreprises. En effet, c'est la plus facile à mettre en œuvre car il n'y a pas à obtenir d'accord des personnes extérieures à l'entreprise et qu'elle n'entraîne pas de frais. C'est l'occasion pour les actionnaires d'augmenter sa part dans la société. Toutes les entreprises l'utilisent y compris les plus grandes.

- **L'augmentation du capital :**

Elle permet de financer le développement de l'entreprise ou en cas de perte, rétablir une situation financière saine. Ce mode de financement est plus rare car il est plus difficile de trouver de nouveaux apporteurs de fonds que de puiser dans ses propres ressources.

- **La cession d'éléments d'actifs :**

C'est la cession des participations ou filiales par rapport aux métiers dominants qu'elle exerce. Elles peuvent résulter d'un renouvellement normal des immobilisations, de la nécessité d'utiliser ce procédé pour obtenir des capitaux, ou de la mise en œuvre d'une stratégie de recentrage.

1.2- Le financement de ressources extérieures :

Les fonds propres sont le plus souvent, insuffisants pour financer la totalité des investissements. L'entreprise doit donc recourir à des sources de financement externe.

- Les emprunts à long ou à moyen terme :

C'est le prêt d'une somme aux institutions financières. Le recours à ce mode de financement augmente son endettement et réduit sa capacité d'emprunt car les institutions prêteurs déduisent des frais et des commissions selon le montant emprunté par l'entreprise.

- Le crédit-bail :

Contrairement à l'emprunt, le crédit ne demande pas d'apport personnel. C'est un procédé rapide et simple. C'est un contrat de location où la société de crédit-bail reste propriétaire du matériel jusqu'à la fin du contrat pour une valeur résiduelle.

2- Moyens de financements du cycle d'exploitation :

Indépendamment des investissements que nous venons d'étudier, l'exploitation engendre des besoins financiers. Premièrement, il y a le besoin en fond de roulement (BFR), lié au cycle d'exploitation, issu des décalages provenant des opérations d'exploitation. Ensuite, il y a la trésorerie, qui est la liquidité nécessaire pour faire face aux échéances des règlements.

Il existe plusieurs moyens de financer le cycle d'exploitation. Ces modes de financements visent essentiellement à satisfaire les besoins financiers.

- Le financement des besoins liés aux délais de règlements des clients
- -Le fonds de roulement, financement stable : Excédent des ressources stables sur les immobilisations, il est destiné à couvrir le besoin de financement permanent qu'exige l'exploitation.
- Le crédit consenti par les fournisseurs : il s'agit d'une négociation du délai de paiement avec le fournisseur afin de permettre le financement des stocks immobilisés et d'une partie des délais de paiement accordés aux clients.
- Crédits de trésorerie : C'est une avance d'argent consentie par la banque pour financer des déficits de trésorerie. Ils sont destinés à faire face aux difficultés

temporaires de trésorerie. Il en existe plusieurs formes : le découvert bancaire, la facilité de caisse, ...

Malgré la multiplicité des moyens de financements de l'entreprise, le champ de possibilité est limité par diverses contraintes, soit des contraintes endogènes à l'entreprise (la rentabilité, la solvabilité, l'autonomie, ...), soit des contraintes externes (juridiques, économiques, ...).

IV- LA CREATION D'ENTREPRISE : UNE IDEE, UN PROJET, UNE REALISATION :

« *Chaque fois que vous voyez une entreprise qui réussit, dites-vous que c'est parce qu'un jour quelqu'un a pris une décision courageuse* »²¹, cette simple citation évoque que la création d'entreprise est la cohérence d'une idée et de l'initiative de la réaliser. A vrai dire, toutes création d'entreprise débute par l'idée, et ce n'est pas n'importe quelle idée, c'est censé être une idée novatrice, une idée qui cassera la routine dans le processus de production et une idée qui pourra mener à la production de nouvelles services et des biens nouveaux.

La réalisation de ces idées constitue la phase du projet. C'est là que commence la partie concrète de la création d'entreprise. Pour avoir un projet pertinent et viable, l'entrepreneur doit d'abord évaluer la performance de son idée. Cette évaluation est possible par des études de marché, puis l'élaboration du « Plan de Business » et enfin un test sur un prototype.

Après avoir effectué les évaluations, l'entrepreneur aura un aperçu de son projet, le montant nécessaire à la réalisation de celui-ci. Comme le créateur d'entreprise ne possède pas tous les outils nécessaires pour transformer son idée en projet, il doit établir des relations avec des acteurs capitalistes. Cette relation se traduit par des transferts de capitaux, d'où l'entrepreneur est au centre du développement et de la croissance. Une fois l'entreprise créée, les externalités positives de celle-là s'enchainent au niveau social et économique.

En résumé, la création d'entreprise est un processus complexe et ambitieux, c'est la concrétisation d'une idée et l'innovation qu'elle apporte. L'entrepreneur qui

²¹ Peter DRUCKER, 1967, *The Effective Executive*

œuvre à la réalisation de son idée est un aventurier qui progresse dans l'incertain et fait face à divers risques qui sont définies par le climat des affaires.

Section 2 : LE CLIMAT DES AFFAIRES : UN DETERMINANT IMPORTANT DANS LA CREATION DES ENTREPRISES :

I- GENERALITES SUR LE CLIMAT DES AFFAIRES :

Les investissements ne peuvent qu'être bénéfiques pour une économie, surtout des investissements dans l'entrepreneuriat qui impliquent des innovations dans le processus de production. *« ..., les PED doivent mettre en place un environnement attractif en matière d'investissement. D'après les enquêtes menées par une institution financière, 90% des emplois sont fournis par les secteurs privés (donnés mondiales), puis ils produisent les biens et services nécessaires pour subvenir aux besoins des populations et ils sont la principale source de recette fiscale nécessaire pour financer les biens publics comme la santé ou l'éducation : les entreprises sont donc un acteur central de l'action engagée pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté »²².* Ainsi, les investissements et les entreprises jouent un rôle important dans le développement d'un pays mais les entrepreneurs ne décident d'investir que lorsque les conditions dans une économie leurs sont favorables et permettent de réaliser un bénéfice. C'est pour cette cause que la banque mondiale conseille l'amélioration du climat des affaires dans les pays en développement afin de confronter à la fois les investissements et la création d'entreprise.

Le climat des investissements est l'environnement socio-éco-politique d'une économie. Il représente une information qui intéresse les investisseurs regroupant un ensemble d'indicateurs, aussi bien quantitatives que qualitatives, recouvrant des aspects économiques, sociaux, règlementaires et politiques. Généralement, ce climat est favorable si les opportunités à la création d'entreprise ou l'entreprise des affaires s'avèrent nombreuses.

Les facteurs qui régissent la décision d'investir des acteurs étrangers sont importants dans l'évaluation du climat des affaires de l'économie. Citons :

- ***Perspectives d'investissement :*** La majorité des investisseurs expriment leur intention d'accroître ou de maintenir leurs investissements, anticipant une hausse des bénéfices et du chiffre d'affaires.

²² Banque mondiale, Washington, 2005, *Rapport sur le développement dans le monde, Un meilleur climat de l'investissement pour tous.*

- **Économie et finance** : Les plus forts stimulants incluent la stabilité économique et les marchés. L'inflation, les taux d'imposition et d'intérêt ont des effets négatifs.
- **Politique et gouvernance** : Les facteurs ayant le plus d'impact incluent la stabilité politique et sociale dont les insécurités et la corruption. La qualité des institutions juridique et réglementaire influe aussi le climat des affaires.
- **Infrastructures** : L'alimentation électrique est l'aspect le plus négatif, alors que les télécommunications comptent parmi les plus positifs.
- **Main-d'œuvre** : La productivité du personnel d'encadrement et qualifié est un facteur positif. Les opinions sont partagées concernant la productivité de la main-d'œuvre non qualifiée, le coût et disponibilité de la main-d'œuvre, l'absentéisme et la rotation du personnel.
- **Facteurs sanitaires** : Le VHI/sida et le paludisme ont été jugés particulièrement négatifs.
- **Environnement** : Ces facteurs ont un effet particulièrement nuisible sur certains secteurs économiques. Ils peuvent toutefois avoir un effet positif là où les effets des dégâts ont été renversés.
- **Sources d'information** : Les associations du secteur privé et la banque centrale ont fourni des informations d'une grande utilité.

En 2003, la banque mondiale a avancé un nouvel indicateur : c'est le « *ease of doing business index* »²³. L'indice du *Doing Business* mesure la qualité et l'efficacité du cadre réglementaire. La réglementation est différente dans chaque économie. C'est l'ensemble des procédures administratives exigées par les autorités publiques afin de formaliser une entreprise nouvellement créée. Elle est évaluée suivant une série de sous-indicateurs présentés dans le tableau suivant :

²³ Banque mondiale, 2003, *Doing Business 2003*.

Tableau 2 : Les indicateurs Doing Business

Série d'indicateurs	Ce qui est évalué
Création d'entreprise	Procédures, délais, coûts et apport en capital minimum requis pour créer une société à responsabilité limitée
Obtention d'un permis de construire	Procédures, délais et coûts liés à l'exécution de toutes les formalités requises pour construire un entrepôt, et dispositifs de contrôle de qualité et de sécurité dans le système d'obtention d'un permis de construire
Raccordement à l'électricité	Procédures, délais et coûts de raccordement au réseau électrique, fiabilité de l'approvisionnement en électricité et prix de l'électricité
Transfert de propriété	Procédures, délais et coûts de transfert du titre de propriété, et qualité du système d'administration foncière
Obtention de prêts	Lois sur le nantissement de biens meubles et systèmes d'information sur la solvabilité
Protection des investisseurs minoritaires	Droits des actionnaires minoritaires dans les opérations entre parties liées
Paiement des taxes et impôts	Paiements, délais et total à payer pour une entreprise qui applique intégralement la législation fiscale
Commerce transfrontalier	Délais et coûts associés à l'exportation du produit présentant un avantage comparatif et à l'importation de pièces automobiles
Exécution des contrats	Délais et coûts de règlement d'un litige commercial et qualité des procédures judiciaires
Règlement de l'insolvabilité	Délais, coûts, résultats et taux de recouvrement dans les cas d'insolvabilité et solidité de la législation dans ce domaine
Réglementation du marché du travail	Souplesse de la réglementation du travail et aspects de la qualité

Source : Doing Business, 2017

Ces sous-indicateurs proposés par la banque mondiale dans le cadre de l'indice Doing Business englobe les caractères influant la qualité des institutions de réglementations dans une économie. Ils seront quantifiés afin de pouvoir effectuer une synthèse pertinente de la qualité de ces institutions. La facilité de faire des affaires dans cette économie sera ensuite évaluée suivant la valeur de cet indicateur.

Tableau 3 : extrait des classements des pays suivant l'indice du « ease of doing business » 2015-2016

2016	Pays ou région	2016	Pays ou région
1	Nouvelle-Zélande	1	Singapour
2	Singapour	2	Nouvelle-Zélande
3	Danemark	3	Hong Kong
4	Hong Kong	4	Danemark
5	Corée du Sud	5	Corée du Sud
6	Norvège	6	Norvège
7	Royaume-Uni	7	États-Unis
8	États-Unis	8	Royaume-Uni
9	Suède	9	Finlande
10	Macédoine	10	Australie
...		...	
167	Madagascar	163	Madagascar
168	Soudan	164	Malawi
169	Nigeria	165	Guinée équatoriale
170	Birmanie	166	Tadjikistan
...		...	
189	Érythrée	189	Érythrée

Source : Banque mondiale, 2016, Doing Business.

A part l'indice de facilité de faire des affaires, il existe aussi d'autre indicateur pour évaluer le climat des affaires dans une économie. En occurrence, il y a aussi le climat des investissements (CI). Il offre aux individus la possibilité de devenir meilleurs, et l'amélioration du climat de l'investissement est le premier pilier de la stratégie globale.

L'amélioration du climat des affaires revient au pouvoir public et les autres institutions compétents dépendants de chaque économie. Les pouvoirs publics n'ont pas directement des impacts sur les firmes mais peut influencer leurs décisions en agissant sur des éléments spécifiques en corrélation avec le coût, les risques et les obstacles à la concurrence. Le climat des affaires constitue ainsi un facteur qui intéresse les entrepreneurs. D'autant plus, le domaine qui détermine le climat des affaires est très vastes et peut concerner n'importe quelle domaine (géographique, économique, santé, juridique, gouvernance, sécurité, institutionnel...).

II- LE CLIMAT DES AFFAIRES A MADAGASCAR :

L'évaluation du climat des affaires d'une économie est complexe du fait qu'il n'y a pas un indice quantitatif synthétique pouvant englober tous les facteurs

qualitatifs expliquant l'environnement des affaires de cette économie. Il existe plusieurs indicateurs permettant d'évaluer partiellement la qualité de l'environnement des affaires d'un pays, en guise d'exemple le coût des procédures judiciaires, la qualité des institutions, la qualité de la législation et de la réglementation financière, le coût des procédures de réglementation,...

Madagascar se situe actuellement sur la 163^{ème} position selon le classement de la banque mondiale suivant le « doing business index ». Cette position n'est pas suffisamment attractive vis-à-vis des investisseurs.

Malgré cette position, l'Etat Malagasy ne cesse d'améliorer l'environnement socio-politique du pays afin de favoriser les investissements dans les secteurs privés et la création d'entreprise. Et malgré la situation du climat des affaires à Madagascar, les nombres d'entreprises nouvellement créées ne cessent d'augmenter. A part les déterminants de l'environnement des affaires tels : les politiques réglementaires, l'infrastructure, les finances, les télécommunications et l'environnement macro-économique, on va citer ci-dessous quelques points qui influencent positivement le climat des affaires à Madagascar.

1- L'Economic Development Board of Madagascar : EDBM

Créé en 2006²⁴, l'EDBM est l'agence nationale de facilitation et de promotion des investissements locaux et étrangers à Madagascar. Son objectif principal est d'appuyer le développement des investissements afin de promouvoir et de faciliter la création d'entreprise.

L'EDBM a pour mission de rendre le climat des affaires attractif et propice aux investissements. Il a pour objectifs de :

- Renforcer la compétitivité du secteur privé national, en apportant des solutions d'appui en matière de recherche de partenaires potentiels, d'élaboration de business plans, ...
- Accroître l'investissement direct étranger, en promouvant l'image de Madagascar comme destination favorable aux investissements,
- Elaborer et recommander des mesures incitatives à la réalisation d'investissements privés à Madagascar;

²⁴ DECRET N°2014-1822 portant refonte des statuts de l'EDBM

- Fournir un service d'accompagnement à l'endroit des investisseurs, dans le cadre de leur implantation.

Pour réaliser ses objectifs et assurer ses activités, un guichet unique a été créé au sein de l'EDBM. Il permet aux investisseurs de donner vie à leur entreprise en seulement 4 jours, en trouvant réunis en un seul endroit tous les services administratifs requis. Ce guichet unique ou GUIDE (Guichet Unique pour les Investissements et le Développement des Entreprises) permet de simplifier les démarches administratives, relatives à la création d'entreprise à Madagascar. Il guide les entrepreneurs dans les procédures à suivre en fournissant plusieurs services.

En sus du siège social sis à Antananarivo, l'EDBM dispose des antennes régionales notamment à Tamatave, Tuléar, Diego Suarez, Mahajanga, Fianarantsoa, Antsirabe, Fort-Dauphin et Nosy Be.

L'existence de l'EDBM influence considérablement la qualité du climat des affaires du pays depuis son existence. Il a favorisé les investissements dans le secteur privé, l'intégration des sociétés dans le domaine formel et la création d'entreprises.

2- La situation socio-politique à Madagascar :

Après la transition de 2013, Madagascar entame sa marche dans la 4^{ème} république. Depuis ce retour à la stabilité politique, la réputation du pays envers les organisations internationales a connu une amélioration. Il a regagné la reconnaissance internationale. Ce fait engendre des impacts positifs au climat des affaires à de la grande île.

Après le regain de la reconnaissance internationale, Madagascar réintègre l'AGOA en 2014 et les zones franches et les industries textiles dans le pays ont pu reprendre leurs activités²⁵. En parallèle à cela, les investisseurs étrangers sont attirés à investir à nouveau leurs capitaux dans le pays. Par exemple, le lancement officiel du projet textile city soutenu en novembre dernier ; la coopération entre Madagascar et la compagnie Green Yellow pour l'instauration d'une centrale solaire à Ambatolampy.

A part la reconnaissance internationale, Madagascar renoue ses liens avec l'extérieur améliorant ainsi la qualité du climat d'investissement. Dernièrement, le

²⁵ RFI Afrique, <http://www.rfi.fr/afrique/20140706-reintegration-madagascar-agoa-saluee-maurice>

pays héberge des sommets internationaux ; après les réunions des pays membre du COMESA tenues à Ivato, la grande île a accueilli le 16^{ème} sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Ce privilège lui est dû à cause de la stabilité Eco-politique qui n'a cessé d'améliorer. Ce sommet influence beaucoup les investisseurs et le lendemain de ce sommet, pendant la conférence des bailleurs pour Madagascar tenue au siège de l'UNESCO à Paris le 1^{er} et 2 décembre 2016, nombreux contrat avec des bailleurs internationaux sont signés pour des investissements destinés aux secteurs privés.²⁶

Le climat des affaires à Madagascar est d'autant plus favorable pour tous les secteurs d'activités parce que les opportunités d'entreprendre sont multiples.

3- Les institutions financières à Madagascar :

Les institutions financières contribuent à la facilité de l'accès au financement. Le secteur financier a fait montre d'une résilience remarquable pendant la crise mais son niveau d'intermédiation financière est limité. Le secteur peut être considéré comme ayant un faible niveau de capitalisation, une forte concentration sectorielle, et dispose d'une gamme restreinte de produits. Même pendant les crises, le nombre des institutions financières n'a cessé d'augmenter, aujourd'hui on compte 11 banques, 6 institutions financières non bancaires et 30 institutions de micro finance dans le pays. L'accès au financement représente une contrainte majeure à Madagascar. Le secteur de la micro finance malgache a connu une croissance rapide au cours des dernières années. Le nombre d'IMF a atteint 30 (contre 25 en 2009) et le nombre total de clients a augmenté de 16% par an pour atteindre un million en 2013.²⁷

4- L'émergence des organisations de promotion de l'entrepreneuriat :

Depuis quelques années, des organisations privées de promotions de l'entrepreneuriat se mettent à apparaître partout dans l'île. La prolifération des concours d'entrepreneuriat et de startup serait à l'origine de ce phénomène. Généralement ces associations incitent les entrepreneurs du PME et les TPE. Mais vu l'importance de ces PME et TPE pour échapper au chômage, l'existence de ces organisations favorise la création d'entreprise. Ainsi donc, elles encadrent et forgent les futurs entrepreneurs

²⁶ Dominique R. Midi-Madagascar <http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2016/conference-bailleurs-madagascar-1er-2-decembre-2016-a-paris/>

²⁷ Banque mondiale (2015), Diagnostic systématique de pays : Madagascar

jusqu'à la création de leurs propres entreprises. Ces établissements offrent une multitude d'opportunités d'affaires à ces jeunes entrepreneurs, favorisant ainsi le fait d'entreprendre.

Figure parmi ces organisations sont les incubateurs d'entreprises, les associations de startups, les divers clubs, les agences de domiciliation. Généralement, ces organisations jouent le rôle d'intermédiaires pour faciliter les processus de création d'entreprise à partir de la conception jusqu'à la réalisation en passant par la recherche de financement.

Création d'entreprise, investissement, climat des affaires, entrepreneuriat ; les parties précédemment développées évoquent que ces termes sont en corrélation avec la croissance économique d'un pays. Quelques auteurs ont été mentionnés plus haut pour appuyer les idées avancées. Dans la section suivante, l'analyse se focalisera sur la théorie de la croissance liée à l'entrepreneuriat.

Chapitre 2 : L'ENTREPREUNARIAT ET LA CROISSANCE

Les théoriciens de l'entrepreneuriat tels : Schumpeter, Kirzner, Romer, Audretsch, Solow, Baumol, Fritsch et beaucoup d'autres ont démontrés que l'entreprise est le moteur de la croissance. Depuis, l'entrepreneuriat, l'innovation, l'évolution économique étaient devenue un sujet intimement étudié en parallèle avec la théorie de la croissance.

A- LES THEORIES DE LA CROISSANCE ENTREPRENARIALE :

I. L' « entrepreneur innovateur » de Joseph SCHUMPETER :

Joseph Aloïs SCHUMPETER (1883-1950), dans son ouvrage « *Théorie de l'évolution économique* »²⁸, met en exergue l'importance de l'entrepreneur et du processus de destruction créatrice apportée par l'offre de nouveaux produits sur le marché. Indépendant de la théorie libérale et marginaliste, Schumpeter se réfère constamment à l'analyse marxiste. En fait, par l'expression « évolution économique » ; il entend traiter du phénomène de croissance économique. La compréhension du processus de croissance nécessite de connaître d'abord l'économie en situation statique, en considérant l'économie comme un circuit. Le passage du circuit à l'évolution se fait par le jeu des innovations et le rôle clé joué par l'entrepreneur. Enfin, cette croissance se déroule de manière cyclique, les processus d'innovation étant, là encore, déterminants. Il estime que le fondement et le ressort de la dynamique de l'économie sont l'innovation et le progrès technique

Schumpeter attribue un rôle héroïque aux entrepreneurs. Les entrepreneurs sont les innovateurs et à travers ces innovations s'accomplissent l'évolution économique.

1- L'innovation, passage de l'économie stationnaire à l'évolution économique :

Schumpeter définit par économie en repos, une économie régit par l'équilibre général et caractérisé par la libre concurrence et la division du travail des agents. Les

²⁸ Joseph SCHUMPETER, 1934, *Théorie de l'évolution économique*.

agents agissent en fonction de leurs expériences et les méthodes de productions restent stables du fait que l'économie est en équilibre et que les allocations des ressources sont optimales. Les pratiques des agents économiques de cette économie vivent à une routine et la conduisent à un état stationnaire.

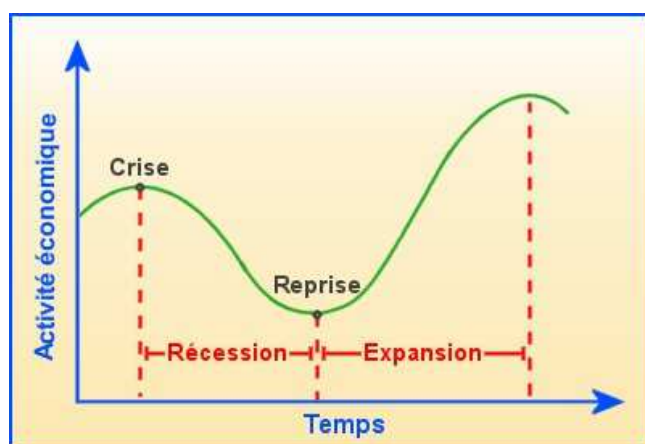
Or, Schumpeter a démontré que cette routine serait brisée par les entrepreneurs et ses innovations. Ainsi, l'évolution ne peut pas venir d'une modification quantitative mais de la transformation qualitative du système de production. Schumpeter montre que le facteur déterminant de cette évolution est l'innovation : celle-ci est au cœur non seulement du processus de croissance, mais aussi de transformations structurelles plus importantes.

2- Le concept de « destruction créatrice » :

L'innovation est à la fois source de croissance et facteur de crise. C'est ce que Schumpeter résume par la formule « destruction créatrice ». Selon lui, le progrès technique est au cœur de l'économie et elles apparaissent en grappes: après une innovation majeure, souvent une innovation de rupture due à un progrès technique, voire scientifique d'autres innovations sont portées par ces découvertes.²⁹

On constate alors des cycles industriels où, après une innovation majeure, l'économie entre dans une phase de croissance (créatrice d'emplois), suivie d'une phase de dépression, où les innovations chassent les entreprises "dépassées" et provoquent une destruction d'emplois.

Graph 1 : Le cycle économique selon Schumpeter



Source : Schumpeter, 1912, *Théorie de l'évolution économique*.

²⁹ Joseph SCHUMPETER, 1939, *Le cycle des affaires*.

En conséquence, la croissance est un processus permanent de création, de destruction et de restructuration des activités économiques. La « destruction créatrice » est donc la caractéristique du système capitaliste qui résulte du caractère discontinu des innovations.

II. L' « entrepreneur arbitragiste » d'Israël KIRZNER

Tandis que Schumpeter définit l'entrepreneur innovateur ; Kirzner, quant à lui le définit autrement : l'entrepreneur arbitragiste. « *Un entrepreneur est avant tout celui qui perçoit une opportunité de profit, autrement dit, un échange mutuellement avantageux non encore exploité par les agents sur le marché.* »³⁰ Pour lui l'entrepreneur est un créateur d'informations sous forme d'occasions de profits aussi bien comme innovateur que comme agent des ajustements sur les marchés. Kirzner envisage la fonction de l'entrepreneur comme un aspect de toute activité humaine et non comme une fonction sociale spécialisée : tout le monde invente sans arrêt des occasions de profit et les utilise donc tout le monde est entrepreneur. Le profit étant l'écart perçu entre la valeur d'une action et la valeur qui représente le coût de cette action. Cette approche envisage le marché comme un processus et non comme un automatisme prédéterminé.

III. Le modèle de croissance de Solow :

Le modèle de croissance de Solow met en avant les interactions entre croissances de stock du capital et de la force du travail, d'une part ; et progrès technologique d'autre part³¹. Ainsi, Solow privilégie le progrès technique dans l'explication de la croissance. Progrès technique fait référence à la technologie et les innovations apportés par les entrepreneurs.

Pour intégrer le progrès technologique, nous réécrivons la fonction de production qui relie le stock de capital total K, et le nombre total de travailleur L à la production total Y comme suit

$$Y=f(K, L) \rightarrow Y=f(K, LxE)$$

Où E représente une nouvelle variable dénommé *efficience du travail*. Celle-ci reflète l'état de connaissance de société considéré sur la méthode de production :

³⁰ Israël Kirzner, 1973, *Competition and entrepreneurship*.

³¹ Gregory Mankiw, 2013, *Macroéconomie*, p. 241

l'efficacité du travail augmente à mesure que la technologie disponible devienne plus performante. Elle augmente également à mesure que l'état de santé, la formation ou le savoir-faire de la population active s'améliore.

Le terme ($L \times E$) mesure le *nombre des travailleurs efficaces*. Il intègre le nombre de travailleur L aussi bien que l'efficacité de chacun des travailleur E . en d'autre terme L mesure le nombre de travailleur dans la population active alors que $L \times E$ mesure à la fois le nombre de travailleur dans une économie et la technologie qu'il utilise. Cette nouvelle fonction de production nous dit que la production totale Y dépend du nombre d'unité de capital K et le nombre de travailleur efficace ($L \times E$).

En intégrant le progrès technologique dans le modèle, on peut en définitive expliquer les hausses continues des niveaux de vie que nous observons. En effet, nous avons montré que le progrès technologique peut induire une croissance durable de la production par travailleur. Au contraire, un taux d'épargne élevé n'induit un taux de croissance élevé qu'une fois atteint l'état stationnaire³². A ce moment, le taux de croissance de la production par travailleur dépend uniquement du taux de progrès technologique. *Le modèle de Solow montre que seul le progrès technologique peut expliquer la croissance soutenue d'une économie et la hausse persistante des niveaux de vie.*

Le tableau suivant nous illustre le taux de croissance à l'état stationnaire dans le modèle de Solow.

Tableau 4 : Les taux de croissance dans le modèle de Solow

Variables	Symboles	Taux de croissance
Capital par travailleur efficace	$k = K / (L \times E)$	0
Production par travailleur efficace	$y = Y / (L \times E) = f(k)$	0
Production par travailleur	$Y/L = y \times E$	g
Production totale	$Y = y \times (L \times E)$	$n + g$

Source : Gregory Mankiw, 2013, *Macroéconomie*.

Avec g représente le taux d'accroissement de l'efficacité du travail et n , le taux de croissance démographique.

³² Gregory Mankiw, 2013, *Macroéconomie*, p.287. Le taux d'épargne à l'état stationnaire est le taux dicté par la règle d'or.

Solow a démontré la participation du progrès technologique dans l'explication d'une croissance soutenue. En effet le progrès technologique vient des innovations et des nouvelles techniques de productions apportés par la création de nouvelles entreprises et des nouvelles méthodes de productions. Ainsi, l'entrepreneuriat se met en corrélation avec la croissance d'une économie.

IV. La théorie de la croissance régionale (Fritsch) :

Les principaux domaines de recherche du Michael Fritsch sont l'entrepreneuriat et l'innovation. Ses recherches sur l'entrepreneuriat se sont concentrées sur les déterminants de la création d'entreprises nouvelles et sur l'effet des nouvelles entreprises sur le développement économique. Dans le domaine de l'innovation, il a analysé les relations de coopération et la division du travail innovateur. Un intérêt particulier a été porté au rôle des universités dans les systèmes d'innovation régionaux. D'autres recherches de Fritsch portent sur la contribution de la créativité, en particulier l'activité artistique, au développement économique. Il a également travaillé sur l'efficacité des marchés et les causes de défaillance du marché.

L'introduction d'une variable entrepreneuriale dans la fonction de production néoclassique a fait l'objet de nombreux travaux. Celui de Fritsch consiste à faire de l'activité productive de l'entrepreneur un capital équivalent au capital humain ou physique. Il renouvelle, Audretsch et Keilbach (2006) , le modèle de croissance endogène en proposant la fonction de production suivante :

$$Y = F (K, L, A, E)$$

C'est un élargissement du modèle de Solow, avec K le *stock de capital*, L le *travail*, A le *stock de connaissance* (nombre d'employés dans les secteurs de la Recherche et Développement) et E le « *capital entrepreneurial* » (nombre d'entreprises créées par rapport à la population). Cette dernière variable permet de faire de l'entrepreneur le chaînon manquant de la théorie de la croissance endogène³³.

Ce modèle prévoit, tout d'abord, qu'une région aura un niveau de croissance de son PIB d'autant plus fort que l'activité des entrepreneurs et l'investissement en R&D y seront élevés. Il prévoit ensuite qu'une région peut avoir peu d'investissement en

³³ Audretsch, D. B., Verheul, I., Thurik, A. R., & Wennekers, S. (Eds.). 2002. Entrepreneurship: Determinants and Policy in a European-US Comparison. Boston and Dordrecht: Kluwer Academic Publishers.

R&D et compenser cette faiblesse par un fort « capital entrepreneurial ». Inversement, une région peut avoir un niveau élevé d'investissement en R&D et ne pas avoir des niveaux de croissance élevés. Le simple fait que des firmes et des universités investissent dans la création de nouvelles connaissances ne garantit ainsi pas leur commercialisation. Il prévoit enfin que les grandes firmes ne soient pas bien préparées à profiter des effets de débordement et que ces derniers soient géographiquement limités. En effet, la diffusion de la connaissance se fait de proche en proche

. La conséquence générale de ce modèle de Solow élargi est donc de ne plus penser l'économie de marché seulement comme un processus de destruction-créatrice. Elle est tout autant un processus de construction-créatrice via l'accumulation de connaissance.

B- IMPORTANCE DE L'ENTREPRENARIAT A LA REALISATION DE LA CROISSANCE :

En occurrence aux théories de l'entrepreneuriat préalablement exposées, la création d'entreprise est considérée comme le dynamisme du marché par sa vertu de création des emplois et nouveau produits ; mais aussi à cause de la destruction d'emploi émanant des innovations effectuées par les entrepreneurs. On estime que les jeunes entreprises contribuent à réorienter les ressources vers de nouveaux marchés, qu'elles sont particulièrement innovantes et qu'elles jouent un rôle important comme créateurs d'emplois. Pour atteindre les objectifs de croissance, la création d'entreprise joue un rôle considérable dans la réalisation de certains objectifs : Création d'emplois, la croissance économique, hausse de la productivité et innovation, la lutte contre la pauvreté et opportunités sociales.

I- Création d'emploi et réduction du chômage :

L'activité entrepreneuriale peut créer des emplois étant donné que les entrepreneurs sont en quête de débouchés et de profits, cherchent à concrétiser leurs ambitions, voire à œuvrer à leur épanouissement personnel. Ajoutons que cette activité contribue au maintien et à la sécurisation des emplois existants en plus d'en créer de nouveaux. Comme la création d'emplois constitue une priorité pour les économies des pays en développement, la capacité de création d'emplois des entrepreneurs présente donc un intérêt majeur pour la plupart d'entre eux. Des emplois sont créés lorsque des entreprises voient le jour où s'agrandissent. En comparant le nombre de créations et le

nombre de destructions d'emplois, on obtient la création nette d'emplois. Ce phénomène résulte principalement de deux processus :

- excédent de création d'entreprises par rapport au nombre de sorties du marché. Sur une période donnée, l'économie voit disparaître un certain pourcentage d'entreprises tandis que d'autres se créent. En fin de compte, si le taux d'entrées dépasse le taux de sorties, il est vraisemblable que l'on observe une création nette d'emplois. Ce processus peut résulter de la conjoncture économique. En outre, quand le chômage augmente, certains individus créent leur propre entreprise pour y échapper.
- expansion des entreprises existantes. l'expansion des entreprises existantes constitue une source très importante de création d'emplois mais ce phénomène caractérise les entreprises caractérisées par une forte croissance. Les dirigeants de PME ne souhaitent pas s'agrandir, ou bien ne disposent ni des ressources ni des capacités pour le faire. Il existe pourtant des possibilités pour les gouvernements de faciliter la croissance de l'emploi en encourageant les entrepreneurs désireux d'agrandir leur entreprise ou en leur facilitant la tâche.

Globalement, les PME sont un acteur majeur de la création d'emplois, mais la situation varie selon la taille et le type de PME.³⁴ En Europe, par exemple, des alentours de 1990 à 2001, les micro-entreprises ont été les seuls acteurs à contribuer à la création nette d'emplois, l'effet ne s'étant vraiment fait sentir qu'à partir de 1997. Par contre, les données provenant d'Australie montrent que dans les années 1990, les PME ont contribué à la croissance nette de l'emploi dans une fourchette de 63 % à 78 %.³⁵

Les nouvelles entreprises peuvent avoir un impact positif sur la production et l'emploi par le biais de la productivité dans les services de création relativement récente tandis que leur rôle en matière de productivité et, partant, de production et d'emploi serait moins important dans les secteurs en pleine maturité (à noter que les effets sur la productivité sont traités dans la section suivante). En même temps, on peut supposer que l'augmentation de la production et de l'emploi sera plus forte dans les

³⁴ Schreyer (1996), OCDE, 1997, 2000, 2002a

³⁵ Commission européenne/Observatoire européen des PME, 2002

secteurs « jeunes » du fait que de nouvelles entreprises entrent sur le marché et que les opérateurs en place s'agrandissent pour essayer de saisir des opportunités commerciales et technologiques inexploitées. En outre, on peut s'attendre à ce que la pression exercée par la concurrence en raison de la rotation des entreprises soit plus forte dans les secteurs jeunes, tout simplement parce que le taux de destruction créatrice y est plus élevé.

II- Croissance, productivité et innovation :

Les théories de l'entrepreneuriat traduisent une relation entre entrepreneuriat d'une part, productivité, innovation et croissance d'autre part. Dans une étude de l'OCDE (OCDE, 2002d), on constate qu'il existe une corrélation positive entre le niveau d'entrepreneuriat (mesuré en pourcentage de création d'entreprises) et la croissance dans les économies des pays membres de l'OCDE³⁶. Ce rapport confirme la capacité des entrepreneurs à créer des emplois. Par ailleurs, on a observé les liens micro-économiques avec la hausse de la productivité ; on a ainsi constaté l'émergence de nouvelles entreprises ayant eu des répercussions significatives favorables sur la productivité globale. C'est dans le secteur des hautes technologies que la contribution des processus dynamiques est la plus sensible.

La hausse de la productivité entraîne fréquemment la « destruction » d'emplois, en ce sens qu'elle fait baisser les coûts, renforce l'efficience, accroît la compétitivité, permettant ainsi aux entreprises de rivaliser et de s'agrandir. Toutefois, les gains de productivité libèrent aussi les travailleurs pour d'autres activités, souvent plus productives et plus précieuses. Une partie de ce gain de productivité est expliquée par le capital entrepreneurial, complétant l'explication des variations économiques.³⁷

Outre cette proposition théorique, l'entrée et la sortie d'entreprises du marché contribue à intensifier la progression de la productivité globale en réorientant les ressources qui allaient aux entreprises anciennes, devenues moins productives, vers les nouvelles qui le sont d'avantages³⁸. Les nouvelles entreprises sont généralement plus productives que celles qui existent déjà, l'entrée nette sur le marché contribue de manière significative à la hausse de la productivité globale.

³⁶ OCDE, 2003, *Programme pour le développement économique et la création d'emplois au niveau local (LEED)*

³⁷ Baumol, 1967, "Macroeconomics of Unbalanced Growth: The anatomy of urban crisis", *The American Economic Review*, Vol. 57.

³⁸ Scarpetta et al. 2002, *Etude sur les entreprises des pays membre de l'OCDE*.

III- Lutte contre la pauvreté et opportunités sociales :

Au cours des deux dernières décennies, un mouvement s'est dessiné en faveur du développement de « l'entrepreneuriat social » comme moyen de lutter contre la pauvreté, d'augmenter les opportunités d'emploi et de permettre aux groupes défavorisés ou sous-représentés de se prendre en charge. Un peu partout dans le monde, on prend progressivement conscience du potentiel que l'entrepreneuriat peut offrir pour promouvoir l'insertion sociale.³⁹

Dans toutes les économies, l'entrepreneuriat offre davantage de possibilités d'ascension sociale aux groupes défavorisés. D'un pays et d'une région à l'autre, on observe d'importantes disparités dans l'activité entrepreneuriale des différents groupes de population. Les politiques gouvernementales de luttent contre la pauvreté recommandent, d'axer une tactique visant à promouvoir la capacité entrepreneuriale sur l'accroissement du nombre d'entrepreneurs et l'élargissement de l'éventail d'origines sociales des entrepreneurs pouvant accéder aux moyens nécessaires pour créer une entreprise. C'est ce dernier aspect, à savoir la lutte contre la pauvreté et le fait d'offrir une alternative sociale et économique au chômage, qui importe dans les objectifs des politiques de l'entrepreneuriat, dans les économies en développement.

³⁹ CroiSens et AFD, 2014, *ÉTUDE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENARIAT SOCIAL À MADAGASCAR*.

CONCLUSION PARTIELLE

En résumé, il est mis en évidence que le lien entre la croissance et la création d'entreprise est étroite. Les entreprises sont un acteur omniprésent dans le circuit économique. Toutes les opérations effectuées par un agent ou une entité doit passer par l'intermédiaire d'une entreprise. De ce fait, l'entreprise est une mobilisatrice efficace des ressources.

Elles sont aussi le pont entre la société et l'économie. Les entreprises ramènent dans un même plan d'analyse les caractères d'une société et d'une économie, sous les termes : chômage, productivité, marché de travail, ...

Entre autre, la croissance qui est la ligne de mire de toute économie peut être maîtrisée et atteinte par le biais des entreprises. Mais pour que les entrepreneurs puissent œuvrer, les autorités publiques doivent maintenir stable les environnements d'affaires dans une économie.

Dans la partie suivante, notre étude part de ces théories précitées et se portera sur les définitions des facteurs macroéconomiques déterminants la création d'entreprise ainsi que les impacts de cette dernière au niveau macroéconomique.

Partie II :
*ANALYSES DES CONTRIBUTIONS
MACROECONOMIQUES DES
INITIATIVES DE CREATION
D'ENTREPRISE*

Chapitre 3 :

LES FACTEURS MACROECONOMIQUES DE LA CREATION D'ENTREPRISE

A part des facteurs internes à son entreprise, l'entrepreneur évalue avant tous les facteurs externes avant de se lancer à une activité. Parmi ces facteurs externes sont les facteurs macroéconomiques.

Section 1 :

Etat des lieux de la création d'entreprise à Madagascar : 2002-2015

Cette période peut contenir un panel de données variées compte tenu des situations sociopolitiques que le pays a traversé. Les divers environnements sociopolitiques que le pays a vécus durant cette période sera un atout pour les analyses qui vont suivre. En effet, cette tranche de 2002-2015 est idéale comme échantillon. Le climat des affaires n'étant pas constant et l'analyse portant sur le déterminant de la création d'entreprise sera plus pertinente.

I- La création d'entreprise :

En matière d'investissement, les secteurs accessibles demeurent encore nombreux à Madagascar. Ces dernières années, Madagascar s'est efforcé de mettre en place un environnement économique favorable à l'investissement. Les procédures de création d'entreprises ont été modifiées, simplifiant ainsi les procédures d'implantations de nouvelles entreprises dans le pays. Ces mesures ont également contribué au développement de certains secteurs, notamment le tourisme, l'agriculture, l'industrie textile, les mines, les nouvelles technologies ; et à l'apparition de nouvelles opportunités pour les investisseurs étrangers. Le pays fait des efforts pour établir un climat attractif et favorable à la création d'entreprise.

Malgré la position du pays concernant son climat d'affaires, le nombre d'établissement formel créé suit une tendance exponentielle d'année en année avec une proportion importante d'entreprise individuelle. Sachant que le secteur informel

représente plus de 80% des entreprises à Madagascar, on peut dire que les investissements dans le secteur privé sont importants et que la création d'entreprise a un poids considérable dans l'économie Malagasy.

Le tableau suivant illustre le nombre des établissements formels créés pendant la période 2010-2015

Tableau 5 : Etablissement formel crée de 2010-2015

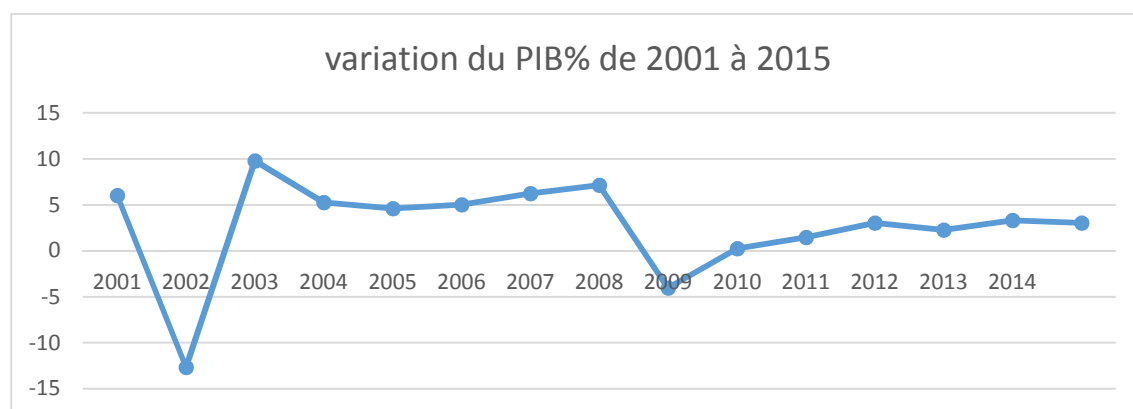
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Primaire	67	53	80	60	59	70
secondaire	69	96	228	234	298	123
Tertiaire	10 560	11 716	18 052	20 291	17 096	17 386
TOTAL	10 696	11 865	18 360	20 585	17 453	17 579
Variation	20,23%	10,93%	54,74%	12,12%	-15,21%	0,72%

Source : INSTAT, Tableau de bord économique, Octobre 2016

II- L'évolution de la croissance économique :

Tout d'abord, la croissance économique d'un pays est mesurée par son produit intérieur brut (PIB) qui peut se définir comme la valeur marchande de tous les biens produits dans une économie pendant une période donnée.

Graph 2 : Taux de croissance 2001-2015



Source : Base de données Banque Mondiale

On remarque une chute du taux de croissance pendant les instabilités éco politiques de 2002 et 2009. Une série de croissance se maintient ensuite après ces instabilités respectives. A l'issue de la crise sociopolitique de 2009, une tendance à la hausse du PIB nominal a été constatée avec un taux de croissance moyen de 2.66%.

Ce rythme se maintient jusqu'en 2015 avec plus ou moins de variation que nous montre la figure ci-dessous.

Le tableau suivant illustre les détails des indicateurs de croissance évaluée à Madagascar.

Tableau 6: Les indicateurs de croissance 2010-2015

Indicateurs de croissance économique					
	2011	2012	2013	2014	2015
PRODUIT INTERIEUR BRUT					
Produit Intérieur Brut Nominal (en milliards d'Ariary)	20 034	21 774	23 397	25 775	28 359
Taux de croissance du Produit Intérieur Brut (%)	1,5	3,0	2,3	3,3	3,2
INFLATION ANNUELLE DU PIB					
Déflateur du PIB	8,2	5,5	5,0	6,6	6,7
TAUX DE CROISSANCE PAR SECTEUR (%)					
Secteur Primaire	0,7	1,5	-6,1	3,3	0,7
Secteur Secondaire	4,0	9,3	22,2	8,5	7,5
Secteur Tertiaire	-0,2	3,0	1,3	2,3	3,6
TAUX DE CROISSANCE PAR BRANCHE D'ACTIVITE (%)					
Agriculture	-1,2	3,8	-12,8	4,5	0,6
Elevage et pêche	4,2	0,8	1,4	2,8	0,8
Sylviculture	-3,3	-7,4	-1,9	-1,0	1,0
Agro-industrie	0,3	28,9	11,4	2,0	6,6
Industrie Extractive	31,1	183,2	219,2	25,9	19,2
Energie	-0,9	3,9	5,6	4,2	3,1
Industrie Alimentaire	7,5	1,4	3,0	2,7	3,0
Industrie des Boissons	7,0	1,4	3,2	4,0	5,0
Industrie du Tabac	-4,8	2,8	-12,4	3,0	3,5
Industrie du Corps gras	14,4	3,4	6,6	0,5	5,6
Industrie Textile	-0,7	1,9	0,5	1,7	-2,6
Industrie du Cuir	1,4	1,4	0,6	1,4	3,5
Industrie du Bois	-2,9	-3,9	3,3	3,0	6,4
Matériaux de construction	4,4	2,5	-7,7	3,3	1,5
Batiment Travaux Public	3,7	3,4	-2,2	3,1	8,3
Transports de marchandises	-1,6	3,5	3,7	3,4	3,6
Transports de voyageurs	-1,2	10,1	3,5	-2,6	3,1
Auxiliaire de Transport	-14,1	7,1	3,6	2,5	5,7
Télécommunications	4,7	4,4	8,5	2,1	3,8
Commerce	2,1	1,9	-3,4	2,9	3,1
Banque	1,3	5,3	8,1	5,3	5,3
Assurances	10,8	1,4	7,8	-3,4	14,7
Services rendus aux entreprises et aux ménages	-1,5	0,8	0,8	1,2	2,1

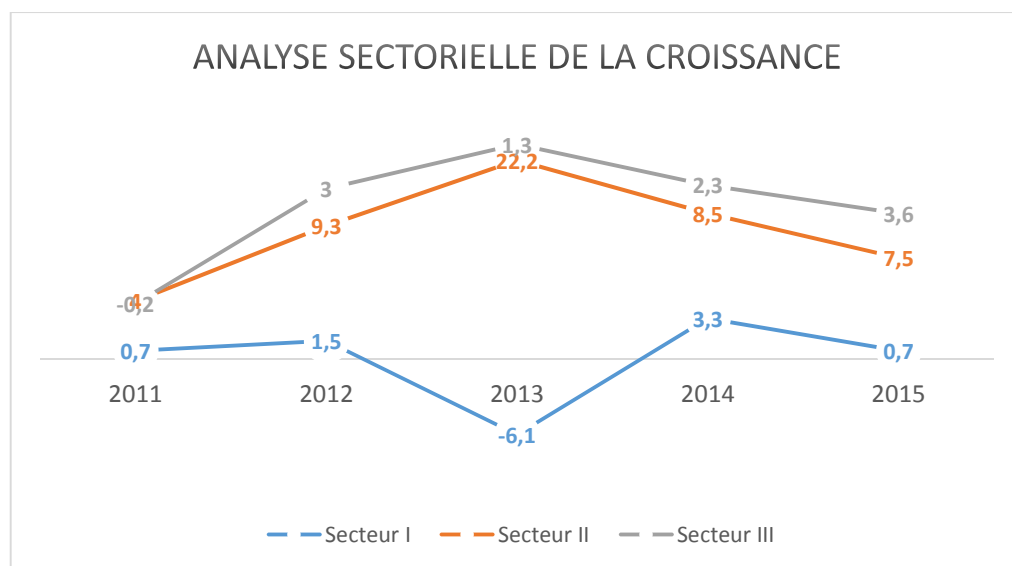
Source : INSTAT, Tableau de Bord économique 2015

En analysant par secteur d'activités, le secteur secondaire est celui qui contribue le plus dans la croissance économique du pays. Il a un taux de croissance moyenne de 10,3% de 2010 à 2015 avec un pic de 22,2% en 2013. Cette situation est due principalement à la croissance spectaculaire dans la branche d'activité « industrie extractive », avec un taux de 219%,⁴⁰ au détriment de celle de

⁴⁰ D'après le TEE, Octobre 2015

l'agriculture . Après, le secteur tertiaire enregistre un faible taux de croissance moyen de 2% pendant cette période. Contrairement à ces deux secteurs, le secteur primaire connaît un faible taux de croissance de 0.02%.

Graph 3 : Taux de croissance par secteur 2010-2015



Source : INSTAT, Tableau de Bord économique 2015

Malgré les multitudes d'avantages que représente la croissance dans le secteur réel et monétaire d'une économie, cette dernière peut exposer des dangers en cas de non-maîtrise. La poursuite d'une stratégie de croissance de façon systématique peut conduire à des dysfonctionnements. Deux dangers peuvent alors apparaître :

- o *Le phénomène d'entropie* : la croissance n'est plus maîtrisée et provoquant alors gaspillages, structures inadaptées, désordres et multiplication des coûts.
- o *Le danger bureaucratique* ⁴¹: il repose sur l'idée que tout travail tend à se dilater pour remplir le temps disponible..., que tout responsable souhaite multiplier ses subordonnés, non ses rivaux... et que les responsables se donnent mutuellement du travail.

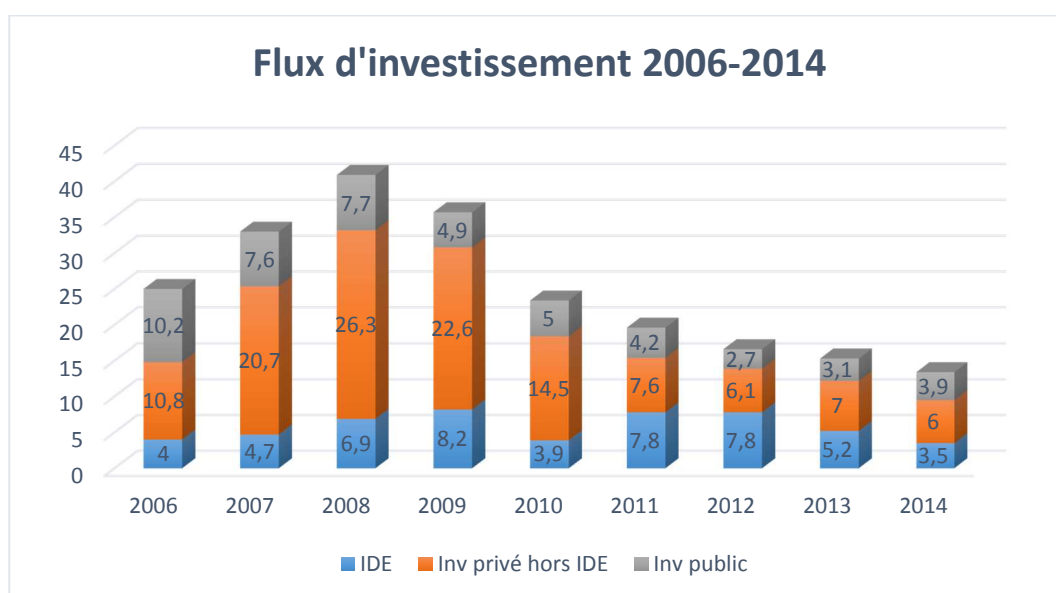
⁴¹ Cyril Parkison, 1957, *Parkinson's Law And Other Studies In Administration*, éd the riverside.

III- Les flux d'investissements :

D'après rapport des services du FMI, communiqué de presse et déclaration de l'administrateur pour la république de Madagascar, les investissements représentent une part importante dans le flux réel de l'économie malagasy, un taux moyen de 24.7% pour le période de 2006 à 2014⁴².

Le graphe suivant illustre les évolutions de ces flux pendant la période de 2006 à 2014

Graphe 4 : Le flux d'investissement de 2006-2014



Source : Rapport du service du FMI à Madagascar N°15/24, janv. 2015

Les IDE ne représentent que 23% de cette proportion, soit 5,8% du PIB dans la même période. Les investissements hors IDE et qui vont dans les entreprises privées représentent 13,5% du PIB pour le même période, soit environ 3200 Milliards d'Ariary. Ce chiffre atteint son pic en 2008 avec 26,3% du PIB. Cette proportion importante de l'investissement dans le secteur privée s'explique par les actions gouvernementales visant l'amélioration du climat des affaires depuis 2007.

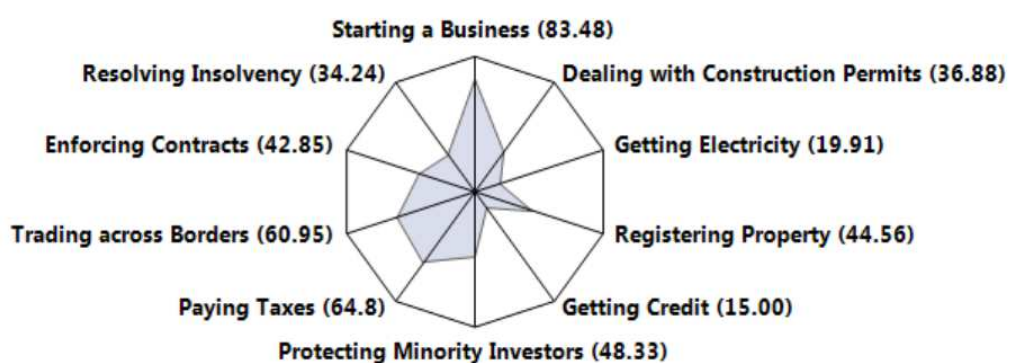
Les secteurs publics ne prennent que seulement 5,5% du PIB pendant le même période. La part d'investissement dans le secteur public diminue d'année en année, allant de 10,2% à 3.1% de 2006 à 2013.

⁴² FMI, 2015, rapport des services du FMI, Madagascar.

IV- L'évolution du climat des affaires :

D'après les rapports de la banque mondiale sur le doing business, Madagascar se trouve sur la 164^{ème} position avec les indices ⁴³ illustrés dans le graphe suivant :

Graph 5 : Les scores doing business 2016



Source : Banque mondiale, 2016, *Doing Business, rapport annuel*.

Madagascar est performant en création d'entreprise, il est 37^{ème} en 2015 avec le score de 83.48. En outre il se trouve en fin de classement dans l'accès au crédit, l'application des contrats, l'enregistrement de propriété et l'octroi de permis de construire. Il se trouve sur la dernière position en matière de raccordement de l'électricité.

Pour représenter la variation du climat des affaires à Madagascar, nous allons revenir sur l'indice Doing Business. L'évolution de cet indice pendant la période 2010-2015 est représentée dans le tableau qui suit.

Tableau 7 : Indice doing business 2010-2015

	Score globale ⁴⁴	Score création d'entreprise ⁴⁵
2015	43.97	81.22
2014	46.41	80.95
2013	46.46	80.89
2012	46.64	80.64
2011	45.53	68.07
2010	45.53	60.88

Source : Rapports doing business 2015

⁴³ Ces indices représentent la distance avec le centre qui est la référence considéré comme le plus efficient.

⁴⁴Score sur une échelle de 1 à 100

⁴⁵Score sur une échelle de 1 à 100

De 2012 à 2016, Madagascar a effectué 5 réformes concernant la simplification des procédures de réglementation de création d'entreprise. Ces réformes ont contribué à l'amélioration de son score dans ce domaine.

Madagascar a des niveaux d'investissement relativement faibles par rapport à la plupart des autres pays africains. L'investissement ne représente que 17,6% du PIB à Madagascar⁴⁶. Les investissements publics financés sur les ressources intérieures n'ont représenté en moyenne que de 0,6% du PIB. Les faibles niveaux d'investissement résultent en partie de la situation socio-politique. Selon l'avis des entreprises, l'insécurité constitue le premier obstacle aux affaires (16% des répondants)⁴⁷. Les entreprises manufacturières ont vu dans la corruption un obstacle majeur, moins souvent en 2013 qu'en 2009, et également moins que la moyenne des autres pays de l'échantillon des enquêtes auprès des entreprises (2013-2014)⁴⁸. Cependant, elles ont rapporté une incidence nettement plus élevée de la corruption et de dons en 2013 par rapport à 2009, à un taux plus élevé que les pays de comparaison. L'accès à l'électricité est le deuxième obstacle le plus cité dans la même enquête (16% des répondants) ; la pression fiscale n'en est que le 4^{ème} obstacle.⁴⁹

Concernant les opinions des entreprises sur le climat des affaires du pays en 2013.

⁴⁶ Manju Kédia et al. 2015, *MADAGASCAR ÉVALUATION DU CLIMAT DES INVESTISSEMENTS*.

⁴⁷ *Tableau de bord économique n°25*, octobre 2016, INSTAT

⁴⁸ Banque mondiale, 2016, *Doing business Madagascar 2015*

⁴⁹ INSTAT, 2015, *Tableau de bord économique N°25*.

Tableau 8 : opinion des entreprises sur le climat des affaires en 2013

Appréciation des entreprises sur le climat des affaires en 2013				
	Entreprises par forme juridique			
	SA	SARL	EI	Ensemble
Part (%) des entreprises ayant déclaré :				
Bonne	1,4%	1,5%	1,1%	1,1%
Moyenne	31,9%	32,9%	19,3%	20,8%
Médiocre	63,4%	64,8%	76,8%	76,7%
Solde d'opinion (%)	-62,0%	-63,3%	-75,7%	-75,6%
LES FACTEURS LIMITANT LA PRODUCTION				
Insuffisance de la demande	15,8%	17,3%	16,2%	16,3%
Obsolescence de l'équipement actuel	2,1%	1,4%	7,0%	6,4%
Difficultés d'approvisionnement	3,9%	2,8%	3,1%	3,1%
Difficultés de trésorerie	10,3%	11,5%	6,4%	6,9%
Manque de main d'œuvre qualifiée	2,3%	1,9%	7,6%	7,0%
Coût de l'énergie	9,7%	6,3%	11,0%	10,6%
Concurrence déloyale	12,6%	14,6%	12,3%	12,5%
Insécurité	14,5%	13,8%	15,8%	15,6%
Trop d'importation des produits similaires	6,0%	5,8%	3,4%	3,7%
Pression fiscale élevée	12,9%	13,4%	9,9%	10,2%
Difficulté d'accès au financement	6,0%	7,2%	5,4%	5,5%
Autres	3,9%	3,8%	1,9%	2,1%

Source : INSTAT, Tableau de Bord économique N°25, octobre 2015

V- Le taux d'inflation :

A Madagascar, le taux d'inflation de cette période s'est maintenu à un niveau quasiment stable et l'on a constaté même une désinflation dans les années 2012 et 2013. Au cours de l'année 2012, le niveau général du prix a baissé à un rythme de 32.5% par rapport à celui de 2011.

Graph 6 : Taux d'inflation 2010-2015



Source : Banque mondiale

À partir de l'année 2014, la politique de relance économique a permis une révision à la hausse du taux d'inflation jusqu'à un certain seuil. Ce taux d'inflation devrait stimuler les secteurs d'activités économiques pour un objectif annuel fixé dans la loi de finances et la politique générale de l'Etat. En veillant sur les autres agrégats qui influencent la stabilité de prix tel que le taux de change et les prix à l'importation des biens d'équipements, la politique de stabilité de prix a intérêt de porter ses fruits à court termes.

Le taux d'inflation constitue un risque pour les investisseurs. Ainsi, il a une influence sur les investissements du secteur privé à Madagascar et par récurrence à la création d'entreprise.

Bref, on peut dire que Madagascar possède un climat des affaires plutôt favorable. Le handicap du pays est l'application des règles et des normes. Du coup, beaucoup de mesures et réglementations demeurent juste des théories.

Section 2 :

Démonstration et validation des hypothèses

Dans cette section, on procèdera à une modélisation économétrique afin d'évaluer les déterminants ainsi que les impacts macroéconomiques de la création d'entreprise.

La validation du modèle et des hypothèses précitées dans l'introduction passe par trois étapes : l'analyse de la qualité et de la stabilité du modèle et l'analyse de la significativité des coefficients.

A- Les déterminants de la création d'entreprise :

D'après les théories préalablement citées, la création d'entreprise dépend de plusieurs variables. On peut distinguer les variables venant de l'extérieur de l'économie et les variables qui définissent l'économie en question. Dans la partie qui va suivre, notre modèle expliquera les facteurs macroéconomiques qui régissent les initiatives de création d'entreprise à Madagascar.

1- Choix des variables :

a) Le variable expliqué :

La variable à expliquer est le taux de variation du nombre de création d'entreprise à un instant t . En effet, ce taux sera apprécié s'il est positif. À travers l'analyse de l'évolution de cet indice, on pourra en déduire les facteurs qui déterminent la création d'entreprise à Madagascar.

b) Les variables explicatives :

Figurent parmi les variables qui expliquent la variation de la création d'entreprise sont :

- ***Le capital humain*** : le nombre de la population active résident de l'économie. Ces données proviennent de la base des données de la banque mondiale.
- ***L'indice doing business*** : C'est le score d'après le rapport doing business de la banque mondiale.
- ***Le flux d'investissement*** : on présume que les IDE favorisent la prolifération des activités en amont et en aval. En effet, plus les investissements étrangers sont beaucoup, plus la possibilité de crée une entreprise est vaste.

- **Le taux d'inflation :** Pour tout entrepreneur, le taux d'inflation est un indice très important quand il s'agit d'investir dans un nouveau projet. Dans le choix de la décision d'investissement, le taux d'inflation prend part dans l'explication du VAN et du TRI.

2- Présentation et justification du modèle :

Le modèle à étudier est :

$$EC_t = \beta_0 + \beta_1 tinfl_t + \beta_2 invsp_{t-1} + \beta_3 idb_t + \beta_4 Khumq_t + \beta_5 Stp_t + \varepsilon_t$$

A travers ce modèle, on essaie d'expliquer la variation de la création d'entreprise. Tout d'abord le variable constante β_0 englobe tous les autres facteurs inchangeables de l'entreprenariat comme les conditions géographique.

Le $tinfl_t$ exprime le taux d'inflation à l'année t , il influe négativement la création d'entreprise. Plus le taux est élevé, plus les entrepreneurs s'exposent à beaucoup de risque et donc la création d'entreprise diminue.

La variable $invsp_{t-1}$, exprime le flux d'investissement durant l'année précédente $t-1$. En supposant que les investissements favorisent les activités en amont et en aval, et on estime que les externalités de ce flux s'exécutent l'année suivant l'investissement.

L'indice doing business est exprimé par idb_t , il englobe tous les déterminants et les réglementations influant positivement sur le variable expliqué.

La variable $Khumq_t$ indique le capital humain et Stp_t est un variable muette. Elle exprime la qualité de la stabilité politique à Madagascar. Elle prend la valeur de **1** si la situation politique est stable, et prend la valeur de **0** dans le cas contraire. L'expression $\beta_5 Stp_t$ aura un impact positif quand la situation sociopolitique est stable.

3- Analyse et interprétation :

Les calculs de la régression sont effectués par le logiciel *Eviews* avec la méthode des moindres carrés. Les données sont issues de l'observation de 2002 à 2015. On a obtenu le résultat suivant :

$$\begin{aligned}
 EC_t = & -51601.30 - 138822.3tinfl_t + 424.5198invsp_{t-1} - 198.4628idb_t \\
 & (4.1255) \qquad (0.7145) \qquad (0.4704) \\
 & + 0.0046Khumq_t - 1900.660Stp_t + \varepsilon_t \\
 & (18.7008) \qquad (2.6197)
 \end{aligned}$$

a) Stabilité du modèle :

L'étude se porte sur 14 observations. La régression est pertinente vue que le coefficient de corrélation R-squared ($R^2=0.982804$) est proche de 1. Quant à l'autocorrélation des erreurs, on a effectué un test Breusch-Godfrey (LM), et on a obtenu le résultat suivant :

$$\begin{aligned}
 F\text{-statistic} & < \text{Prob } F(2.6) \\
 1.300945 & < 0.3394
 \end{aligned}$$

La probabilité du test *Obs*R-squared* qui est la probabilité LM est supérieur la valeur dans la table de Fisher avec une degré de liberté=2; en occurrence, il n'existe pas une autocorrélation dans la distribution des erreurs.

Par contre, après avoir effectué le test de Fisher,

$$H_0 : \beta_0 = \beta_1 = \beta_2 = \beta_3 = \beta_4 = \beta_5 = 0 ,$$

H_0 est rejeté si la probabilité de Fisher calculé est nulle. Les calculs d'après Eviews © nous affiche une probabilité *F-statistic*, qui est le coefficient du test de Fisher égale à nulle alors on rejette l'hypothèse H_0 et on a démontré que le modèle est significatif.

b) Significativité des coefficients :

Concernant les coefficients du modèle estimé, a remporté les séquelles suivant en interprétant les résultats du test de *Student*. La significativité individuelle des variables sont testés par le test de student. Comme montré sur le tableau de calcul de la régression dans l'annexe n°3, toutes les variables sont significatives à 95% à part le variables *invsp* et *idb* avec la probabilité t-student respective 0,714548 et 0,470439 qui sont inférieur à la probabilité tabulée de student (1.96).

$\beta_0 = - 51\,601,30$. C'est le poids des facteurs constant à la création d'entreprise.

$\beta_1 = -138\,822,3$, le coefficient du variable $tinfl_t$ est négatif en plus du fait qu'il est amplifié. Ainsi, on peut dire que le taux d'inflation a un impact considérable sur l'explication du nombre d'entreprise créée. Si le taux d'inflation est élevé, alors le nombre d'entreprise créée dans cette économie diminuera considérablement

$\beta_2 = 424\,5198$, le coefficient est significatif. En conséquence, les investissements dans le secteur privé encourage la création d'entreprise. Comme expliquée au préalable, les investissements à un instant $t-1$ favorise la création des entreprises pendant la période t qui le suit parce que les investissements dans les secteurs privés favorisent les marchés et suscitent la création de nouvelle activité émanant des entrepreneurs.

$\beta_3 = -198,4628$, si le score doing business est élevé (c'est-à-dire si les institutions deviennent moins efficaces) le nombre d'établissement crée diminue. L'impact de cette dégradation est minime par rapport à celui de l'inflation.

$\beta_4 = 0,0046$, le coefficient de $Khum$ est positif mais sa valeur est faible. Le capital humain n'influe pas fortement la création d'entreprise.

$\beta_5 = -1\,900,660$, cette valeur signifie que les instabilités sociopolitiques d'une économie peuvent affecter terriblement les initiatives d'entreprendre des entrepreneurs.

Synthèse :

D'après les analyses économétriques effectuées précédemment, nous pouvons affirmer que les initiatives de création d'entreprise sont essentiellement générées par les investissements dans le secteur privé qui suscitent la production de nouveaux B&S. En outre, les entrepreneurs sont aussi sensibles aux structures politiques et socio-économiques d'un pays. A noter que le taux d'inflation et la qualité des institutions ainsi que la stabilité du régime politique jouent un rôle important, le sort entrepreneurial d'un pays.

B- Les impacts macroéconomiques de la création d'entreprise :

Dans cette section on va se référer à la théorie de Solow élargie développé Fritsch. Les impacts macroéconomiques de l'entrepreneuriat s'expriment à travers le taux de croissance g .

1- Les variables

La variable à expliquer est le taux de croissance g , et les variables explicatives qu'on prendra en compte sont celles dictées par la théorie de Fritsch renforcée par d'autres variables qu'on juge nécessaire après avoir analysé les états de lieux du domaine étudié.

Les variables explicatifs considérés sont :

- **Le stock de connaissance** : nombre de chercheurs en recherche et développement. Cet indicateur est fourni par la base de données de l'UNESCO.
- **Le capital entrepreneurial**⁵⁰ : Le nombre d'entreprise créée par rapport à la population dans la région. Cette valeur exprime en sorte la proportion des agents économique dotés de l'esprit entrepreneur dans une population.
- **Le progrès technologique** : englobe tous les innovations. Les statistiques à Madagascar concernant ce domaine est maigre, de ce fait, on l'estimera avec la variation de la consommation de produit pétrolier de la sorte que les machineries et les nouvelles technologies sont encore sustenté par les produits pétroliers (gasoil et essence). Les entreprises nouvellement créées engendreront une hausse du progrès technique.

2- Présentation et justification du modèle :

Le modèle à estimer sera le modèle linéaire multiple :

$$PIB_t = \sigma_0 + \sigma_1 KCon_t + \sigma_2 KEntr_t + \sigma_3 PT_t + \delta_t$$

C'est un modèle de croissance exogène. On cherche à expliciter la croissance d'une économie expliquée par les externalités de l'entrepreneuriat : la création d'emploi, le capital entrepreneurial, et le progrès technique.

⁵⁰ Fritsch, 2006, *Entrepreneuriat et croissance économique : effet du capital social*.

3- Analyse et interprétation

La présente analyse portera plus sur le lien entre la croissance économique et les externalités de la création d'entreprise. Les variables préalablement définies illustrent les bienfaits des innovations des entrepreneurs : la création d'emploi dictée par le stock de capital, et les innovations illustrées par les progrès technologique.

Le résultat de la régression avec le logiciel *Eviews9* © nous donne les résultats suivant :

$$\begin{aligned}
 PIB_t = & -32392.27 + 44.68039KCon_t + 2020593KEntr_t \\
 & (6.763278) \qquad \qquad \qquad (0.6194 \\
 & +64563.97PT_t + \delta_t \\
 & (0.156710)
 \end{aligned}$$

a) Qualité et stabilité du modèle :

Le coefficient de corrélation R^2 affiché dans le tableau juge que la qualité de la régression est bonne. La valeur 0.981670 est proche de 1. En effet, il existe une solide corrélation entre les variables étudiées malgré que la taille de l'observation soit petite. Encore, le coefficient de corrélation ajusté appuie la qualité de la régression.

b) Significativité globale du modèle :

Le test de Student effectué a fourni les résultats suivant :

$$\begin{aligned}
 F\text{-Statistic} & < \chi^2(4.2) \\
 1265.755 & < 5063.018
 \end{aligned}$$

Le test démontre que le modèle n'est pas globalement significatif. La taille de l'échantillon est l'explication à ce résultat.

c) Significativité des coefficients :

Les valeurs des *t-student* issues du test de Student sur des variables explicatifs sont :

		<i>t-statistique</i>
	σ_0	-4,633193
KCon	σ_1	6,763278
KEntr	σ_2	0,619414
PT	σ_3	0,15671

En comparant les valeurs de la probabilité du test de Student (*t-statistic*) avec la valeur qu'on trouve dans la table à un degré de liberté de 5% (1.96), le variable *Kcon* est significative à 95% et les autres variables (*KEntr*, *PT*) ne le sont pas parce que $t\text{-statistic} < 1.96$.

En outre, on peut juger les corrélations entre les variables par les valeurs de corrélations qu'on constate dans le tableau suivant :

Tableau 9 : Corrélation des variables

	KCON	KENTR	PIB	PT
KCON	1.000000	0.494903	0.988757	0.376486
KENTR	0.494903	1.000000	0.542931	-0.270405
PIB	0.988757	0.542931	1.000000	0.351281
PT	0.376486	-0.270405	0.351281	1.000000

Source : Calcul sur Eviews

Bref, on peut expliquer l'évolution des PIB par le stock de capital, le capital entrepreneurial et le progrès technique. Les poids de ces variables dans le modèle peuvent être interprétés par les valeurs de ces coefficients.

L' estimation par la méthode des moindres carrés du coefficient constant σ_0 a donné la valeur de $\sigma_0 = -32392.27$. la valeur est négatif ce qu'on peut interprété comme une influence négative du PIB.

$\sigma_1 = 44.68039$, le coefficient de la variable *Kcon* est positif. Se referant à cette valeur, on demontre que le stock de capital contribue essentiellement à la croissance d'un pays.

Le coefficient du capital entrepreneurial $\sigma_2 = 2\,020\,596.00$. Ainsi, la croissance est sensiblement liée a cet indicateur. Une moindre variation de cette variable aura un impact considérable sur la croissance.

Enfin, le coefficient σ_3 qui precede la variable *PT* a aussi une grande valeur d'après les estimations par la MCO, $\sigma_3 = 64\,563.97$. Solow l'a déjà démontré, le

progrès technique est liée à la croissance d'une économie. Il a un effet d'entraînement sur la croissance, il suscite la production des nouveaux B&S et cette production engendrera à son tour des nouvelles innovations et processus de production. Ainsi, le progrès technique engendre la croissance et la croissance, à son tour, génère à nouveau une innovation technologique.

Synthèse :

Les essais de modélisation expliquant la croissance d'une économie confirment les théories préalablement avancées par les économistes de l'entrepreneur. La théorie de Solow favorisant l'importance du progrès technique est vérifiée. La portée du capital entrepreneurial de Fritsch est aussi démontrée. Le capital entrepreneurial évoque que plus il y a d'entrepreneurs, plus il y a de la croissance. Kirzner et Schumpeter avaient donc raison en proposant que les entrepreneurs soient des innovateurs, ce sont des agents qui catalysent les informations présentes sur les marchés et les transforment en des opportunités de profits.

CONCLUSION

« *L'entrepreneur est un héros. L'entreprise, c'est son arme ! Créer une entreprise, c'est vaincre la pauvreté, innover, secourir l'économie.* » la création d'entreprise est la solution divine pour maintenir la croissance à Madagascar et dans les pays en développement.

La création d'entreprise ne se résume pas à l'investissement dans une activité. L'entrepreneuriat est tout un art. Le processus de la création d'entreprise est un processus complexe à fort impact macroéconomique. Déjà, il est un moyen qui favorise le transfert de capitaux dans les pays en développement, qui sont souvent handicapés par la sous-capitalisation. D'autant plus, l'entrepreneuriat œuvre aussi sur le transfert de technologie entre les pays développés et les pays du Sud. Les diverses formes d'investissement bardent ces transferts.

Au niveau social, entreprendre est un acte purement bienfaisant. La mission de créateur d'emploi qu'assume l'entrepreneur engendre également des améliorations au niveau social, celle du niveau de vie par exemple. Outre, l'entrepreneuriat est l'arme fatale de la lutte contre la pauvreté. Il est un chemin pour échapper au chômage mais aussi, il peut directement améliorer le revenu individuel d'un agent.

La création d'entreprise se traduit également par une innovation. Elle peut être l'origine d'un nouvel processus de production. Une entreprise nouvellement créée dégage aussi des externalités technologiques qui ont rapidement des influences sur le mode de production des entreprises d'une région entière.

Concernant Madagascar, malgré la qualité du climat des affaires dans le pays, quelques réformes par les autorités publiques sont nécessaires.

Premièrement, on a vu que le stock de connaissance a un poids considérable dans l'explication de la croissance d'une économie. Pour Madagascar, cet agrégat est très infime. Le gouvernement doit, en effet, instaurer une politique plus efficace pour l'alphabétisation et l'éducation de ses résidents.

Deuxièmement, le progrès technique est une variable exponentielle à la croissance pour Madagascar. Pour inciter les entrepreneurs à entreprendre dans ce

domaine, le gouvernement peut intervenir en facilitant l'accès à ce domaine par exemple.

Pour résumé, Madagascar est un pays doté d'un capital entrepreneurial élevé. Ce ne sont pas les jeunes qui ont du talent ni les opportunités qui manquent. Le problème qui persiste et voile le développement de Madagascar est plutôt une question de valeur. La culture malagasy s'éteint petit à petit et entraînant ainsi une faille dans la mobilisation des ressources. La mobilisation doit être avant tout une conscientisation sur tous les niveaux sociaux et cela part de chacun de nous.

ANNEXES

ANNEXE 1 : Tableau de calcul modèle 1

DATE	EC	IDB	INVSP	KHUM	RESID	STP	TINFL
2002	1344	46.02100	1.366368	15713458	-1487.981	0	0.067
2003	2513	45.80000	1.627733	16068113	211.7850	1	0.070
2004	3682	44.98000	1.239220	16393989	300.2899	1	0.073
2005	4851	44.61238	1.363409	16706995	320.1346	1	0.076
2006	6020	44.76495	0.816368	17025598	702.4161	1	0.079
2007	7189	44.91752	1.865122	17333199	457.8685	1	0.082
2008	8358	45.07010	3.125116	17626050	191.4969	1	0.085
2009	9527	47.59800	2.633400	17895416	-652.4417	0	0.088
2010	10696	43.97000	1.606320	18141881	-484.8129	0	0.091
2011	11865	46.41000	1.523522	18411436	379.9981	0	0.094
2012	18360	46.46000	1.378880	18780066	1085.818	0	0.064
2013	20585	46.64000	1.293444	19082315	1159.419	0	0.058
2014	17453	45.53000	1.042530	19385372	-1302.229	1	0.060
2015	17579	45.53000	0.983639	19688913	-881.7618	1	0.072

ANNEXE 2 : Tableau de calcul modèle 2

DATE	KCON	KENTR	PIB	PT	RESID
2010	1099.002	0.000507	18245	0.019117	-726.1146
2011	1105.991	0.000547	20034	0.018758	693.1458
2012	1141.120	0.000824	21774	0.018413	327.6838
2013	1190.649	0.000898	23397	0.018080	-391.0960
2014	1241.986	0.000740	25775	0.017759	32.16724
2015	1295.179	0.000725	28359	0.020945	64.21375

ANNEXE 3 : Résultat régression modèle 1

Dependent Variable: EC
 Method: Least Squares
 Date: 01/04/17 Time: 15:23
 Sample: 2002 2015
 Included observations: 14

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-51601.30	20151.72	-2.560640	0.0336
TINFL	-138822.3	33649.96	-4.125482	0.0033
INVSP	424.5198	594.1097	0.714548	0.4952
IDB	-198.4628	421.8672	-0.470439	0.6506
KHUM	0.004600	0.000246	18.70080	0.0000
STP	-1900.660	725.4991	-2.619796	0.0307
R-squared	0.982804	Mean dependent var		10001.57
Adjusted R-squared	0.972056	S.D. dependent var		6342.505
S.E. of regression	1060.247	Akaike info criterion		17.06792
Sum squared resid	8992987.	Schwarz criterion		17.34180
Log likelihood	-113.4754	Hannan-Quinn criter.		17.04257
F-statistic	91.44241	Durbin-Watson stat		1.267951
Prob(F-statistic)	0.000001			

ANNEXE 4 : Test de Breusch-Godfrey, test de normalité des erreurs (LM) du modèle 1

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	1.300954	Prob. F(2,6)	0.3394
Obs*R-squared	4.234725	Prob. Chi-Square(2)	0.1203

ANNEXE 5 : Test de Significativité globale du modèle 1, T -est de Fisher

Wald Test:

Equation: Untitled

Test Statistic	Value	df	Probability
F-statistic	283.8364	(6, 8)	0.0000
Chi-square	1703.018	6	0.0000

ANNEXE 6 : Résultat calcul de régression modèle 2

Dependent Variable: PIB

Method: Least Squares

Date: 01/04/17 Time: 17:02

Sample: 2010 2015

Included observations: 6

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-32392.27	6991.347	-4.633193	0.0436
KCON	44.68039	6.606322	6.763278	0.0212
KENTR	2020596.	3262131.	0.619410	0.5988
PT	64563.97	411995.5	0.156710	0.8899
R-squared	0.981670	Mean dependent var		22930.67
Adjusted R-squared	0.954175	S.D. dependent var		3727.158
S.E. of regression	797.8673	Akaike info criterion		16.43648
Sum squared resid	1273184.	Schwarz criterion		16.29766
Log likelihood	-45.30945	Hannan-Quinn criter.		15.88075
F-statistic	35.70331	Durbin-Watson stat		2.234308
Prob(F-statistic)	0.027369			

ANNEXE 7 : Test de Breusch-Godfrey (LM) du modèle 2

Wald Test:

Equation: Untitled

Test Statistic	Value	df	Probability
F-statistic	1265.755	(4, 2)	0.0008
Chi-square	5063.018	4	0.0000

TABLE DES MATIERES

Remerciements	I
Liste des tableaux	III
Liste des graphes	IV
Liste des acronymes	V
INTRODUCTION	1

PARTIE 1 : Approche théorique de l'entrepreneuriat

Chapitre I : L'ENTREPRENARIAT

Section 1 : NOTIONS ET CONCEPTS SUR L'ENTREPRENARIAT

I- DÉFINITIONS ET CONCEPTS

1.1- L'entreprise	5
a) Les différentes approches de l'entreprise :	7
b) Les différents types d'entreprise :	8
b.1- Classification selon la nature économique	8
b.2- La classification selon la taille :	9
b.3- La classification juridique	10
1.2- L'entrepreneur	11
1.3- L'entrepreneuriat	12

II- LES ACTIVITES DE L'ENTREPRISE :

1- La création de richesse	13
2- La répartition de richesse	14
3- L'innovation	15

III- LE FINANCEMENT DE L'ENTREPRISE :

1- Moyens de financements du cycle d'investissement	16
1.1- Le financement par fond propre	17
1.2- Le financement de ressources extérieures	18
2- Moyens de financements du cycle d'exploitation	18

IV- LA CREATION D'ENTREPRISE : UNE IDEE, UN PROJET, UNE REALISATION

Section 2 : LE CLIMAT DES AFFAIRES : UN DETERMINANT QUI JOUE GRAND DANS LA CREATION DES ENTREPRISES :

I- GENERALITES SUR LE CLIMAT DES AFFAIRES	21
II- LE CLIMAT DES AFFAIRES A MADAGASCAR	24
1- L'Economic Development Board of Madagascar : EDBM	25
2- La situation socio-politique à Madagascar	26
3- Les institutions financières à Madagascar	27
4- L'émergence des organisations de promotion de l'entrepreneuriat	27

Chapitre 2 : L'ENTREPREUNARIAT ET LA CROISSANCE

Section 1 : LES THEORIES DE LA CROISSANCE ENTREPRENARIALE :

I. L' « entrepreneur innovateur » de Joseph SCHUMPETER	29
1- L'innovation, passage de l'économie stationnaire à l'évolution économique	29
2- Le concept de « destruction créatrice »	30
II. L' « entrepreneur arbitragiste » d'Israël KIRZNER	31
III. Le modèle de croissance de Solow	31

IV. La théorie de la croissance régionale (Fritsch)	33
Section 2 : IMPORTANCE DE L'ENTREPRENARIAT A LA REALISATION DE LA CROISSANCE :	
I- Création d'emploi et réduction du chômage	34
II- Croissance, productivité et innovation	36
III- Lutte contre la pauvreté et opportunités sociales	37
Chapitre 3 :LES FACTEURS MACROECONOMIQUES DE LA CREATION D'ENTREPRISE	
Section 1 : Etat des lieux de la création d'entreprise à Madagascar : 2002-2015	
I- La création d'entreprise	40
II- L'évolution de la croissance économique	41
III- Les flux d'investissements	44
IV- L'évolution du climat des affaires	45
V- Le taux d'inflation	47
Section 2 : Démonstration et validation des hypothèses	
A- Les déterminants de la création d'entreprise	
1- Choix des variables	
a) Le variable expliqué	49
b) Les variables explicatives	49
2- Présentation et justification du modèle	50
3- Analyse et interprétation	
a) Stabilité du modèle	51
b) Significativité des coefficients	51
B- Les impacts macroéconomiques de la création d'entreprise	
1- Les variables	53
2- Présentation et justification du modèle	53
3- Analyse et interprétation	
a) Qualité et stabilité du modèle	54
b) Significativité globale du modèle	54
c) Significativité des coefficients	54
CONCLUSION	57
ANNEXES	59
BIBLIOGRAPHIE	
WEBGRAPHIE	

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGE :

- Baumol, 1967, "Macroeconomics of Unbalanced Growth: The anatomy of urban crisis", *The American Economic Review*, Vol. 57
- Baumol, 1968, *Entrepreneurship in economic theory*
- Chantal Bussenault et Martine Pretet, 2006, *Economie et gestion de l'entreprise*, Edition VUIBERT.
- Cyril Parkison, 1957, *Parkinson's Law And Other Studies In Administration*, éd the riverside.
- Dumontier Jacques, 1965, *Généralisation de la loi des trois secteurs*. In: *Revue économique*, volume 16, n°6.
- Gregory Mankiw, 2013, *Macroéconomie- traduction de la 8^{ème} édition Américaine par Jihad El Naboulsi*, éd. De Boeck.
- Israël Kirzner, 1973, *Competition and entrepreneurship*.
- Jean-Baptiste SAY, 1800, *Olbie, un essai sur le moyen de reformer les mœurs d'une nation*, Institut Coppet.
- Joseph SCHUMPETER, 1934, *Théorie de l'évolution économique*.
- Joseph SCHUMPETER, 1939, *Le cycle des affaires*.
- Pareto, 1909, *Manuel d'économie politique*.
- Paul A. Samuelson (1954). "The Pure Theory of Public Expenditure »
- Peter DRUCKER, 1967, *The Effective Executive*.
- Régis BOURBONNAIS, 2015, *Econometrie – Cours et exercices corrigés*, Ed. DUNOD.
- Thierry VERSTRAETE et Bertrand SAPORTA, 2006, *Création d'entreprise et entrepreneuriat*, éd. ADREG.

RAPPORT ET PUBLICATION :

- BANQUE MONDIALE, 2016, *Doing business – Profile Madagascar 2017*, 14^{ème} édition
- BANQUE MONDIALE, 2016, *Doing business 2016* ; 13^{ème} édition
- BANQUE MONDIALE, août 2015, *Madagascar, diagnostic systémique du pays*.
- Banque mondiale, Washington, 2005, *Rapport sur le développement dans le monde, Un meilleur climat de l'investissement pour tous*.
- Chiraz Feki and Nouri Chtourou, 2014, *Entrepreneuriat et croissance économique : effet du capital social*, Université de Sfax, Tunisie.
- CNUCED, 2015, *Examen de la politique d'investissement*.
- CroiSens et AFD, 2014, *Étude sur le développement de l'entrepreneuriat social à Madagascar*.
- François Facchini et Martin Koning, 2010 ; *Quelle place pour l'entrepreneur dans les théories de la croissance des PIB*, Université de Paris I, CJRS Vol.33
- HIS, 2014, *Eviews9, User's Guide*.
- INSTAT, 2015, *Tableau de bord économiques N° 15 à 25*.
- Jesus HUERTA , 2000 *Soto*, p. 34
- Manju Kédia et al. 2015, *Madagascar évaluation du climat des investissements*

- Marcus DEJARDIN, 2000, *Entrepreneuriat et croissance, une conjonction évidemment favorable ?*.
- OCDE, 2003, *Programme pour le développement économique et la création d'emplois au niveau local (LEED*
- OCDE, 2016, *Madagascar*.
- P.-A. Julien et L. Cadieux, 2010, *La mesure de l'entrepreneuriat, Rapport d'étude*, Institut de la Statistique du Québec.
- P.-A. Julien et L. Cadieux, 2010, *La mesure de l'entrepreneuriat, Rapport d'étude*, Institut de la Statistique du Québec.
- Présidence de la république, 2014, *DECRET N°2014-1822 portant refonte des statuts de l'EDBM*
- *Rapport du service du FMI à Madagascar N°15/24, janv. 2015*
- Scarpetta et al. 2002, *Etude sur les entreprises des pays membre de l'OCDE*.
- Schreyer (1996), OCDE, 1997, 2000, 2002a

WEBOGRAPHIE

Définitions et notions :

- <http://cours4uu.blogspot.com/2012/10/cours-de-management-chapitre-i-les.html>; consulté le 04 nov. 2016
- <http://fr.kamerblog.com/2011/05/cest-quoi-lentrepreneuriat.html>, consulté le 05 nov. 2016
- <http://www.development-finance.org/fr/domaines-dexpertise/capitaux-prives-etrangers/climat-dinvestissement.html>; consulté le 08 nov. 2016
- <http://www.tifawt.com/entrepreneuriat/l%E2%80%99entreprise-definition-finalites-et-classification/> ; consulté le 04 nov. 2016

Collectes des données statistiques :

- <http://www.ocde.org>; consulté le 04 jan. 2016
- [http:// donnees.banquemondiale.org](http://donnees.banquemondiale.org) ; consulté le 22 déc. 2016
- [http:// www.memoireonline.com](http://www.memoireonline.com); consulté le 22 déc. 2016
- [http:// www.instat.mg](http://www.instat.mg), consulté le 23 déc. 2016
- [http:// www.edbm.gov.mg](http://www.edbm.gov.mg) ; consulté le 02 jan. 2017
- [http:// francais.doingbusiness.org](http://francais.doingbusiness.org) ; consulté le 04 jan. 2017

Actualités sur le climat des affaires de Madagascar :

- <http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2016/conference-bailleurs-madagascar-1er-2-decembre-2016-a-paris/>; consulté le 27 déc. 2016
- <http://www.rfi.fr/afrique/20140706-reintegration-madagascar-agoa-saluee-maurice>; consulté le 27 déc. 2016

Auteur : RANDRIANARIVO Mahaitia Michel

Titre : La contribution macroéconomique de la création d'entreprise à Madagascar

Nombre de pages : 57

Tableaux : 09

Figures : 06

Annexes : 07

Contact : 034 17 865 50 / ramahaitia@gmail.com

Adresse de l'auteur : Lot II S 34 C Anjanahary, Antananarivo

Résumé

La création d'entreprise est la stratégie efficace pour mener le développement et la croissance dans une économie en développement. Outre, les interventions des autorités publiques influant cette décision se réduit à l'amélioration du climat des affaires. L'initiative d'entreprendre revient ainsi à l'entrepreneur. Malgré cela, les décisions de l'entrepreneur sont intimement corrélées avec des facteurs macroéconomiques du pays en question. Ces facteurs peuvent être le caractère de la démographie de ce pays, le climat des affaires, des facteurs monétaires ou des facteurs sociopolitiques. A Madagascar, le climat des affaires et les abondances de ressources dans l'île offrent des multitudes d'opportunités aux innovateurs. La faille qui empêche le pays de connaître un développement radical se porte sur des raisons sociales qu'économiques.

La relation entre la création d'entreprise et les facteurs macroéconomiques d'une économie s'avèrent être importantes. D'autant plus, les théoriciens de l'entrepreneuriat tel que Schumpeter et Solow affirment un lien de causalité entre la création d'entreprise et la croissance. Du coup, la création d'entreprise se trouve au milieu d'un cycle de croissance qui raccorde à la fois les facteurs macroéconomiques et la croissance d'une économie.

Mots clés : Entrepreneuriat, création d'entreprise, croissance.

Encadreur : Docteur SALAVA Julien